

REPUBLIQUE DU RWANDA



Ministère du Genre et de la Promotion
de la Famille

LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES



Kigali, Juin 2004

IRC

USAID

REPUBLIQUE DU RWANDA



Ministère du Genre et de la Promotion de la Famille

LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Kigali, Juin 2004

IRC

USAID

REPUBLIQUE RWANDAISE



MINISTRE DU GENRE ET DE LA PROMOTION DE LA FAMILLE

Madame, Monsieur,

Objet: Transmission des résultats de la recherche sur la violence contre les femmes

Madame, Monsieur

Il me fait plaisir de vous présenter les résultats de cette recherche approfondie sur les taux actuels de la violence que vivent les femmes rwandaises dans leur foyer et leur communauté.

Les informations que contient ce rapport proviennent d'un sondage aléatoire réalisé auprès de femmes qui ont accepté de témoigner, sous le sceau de la confidentialité, de la violence qu'elles ont vécue entre 1998 et 2003. La mémoire des atrocités liées au génocide n'a pas été explorée car nous voulions connaître la prévalence actuelle de la violence pour mieux en suivre l'évolution dans l'avenir.

Les actes de violences ont été classés en deux catégories: les actes commis par les voisins et les agents publics et les actes commis par le mari ou le conjoint. Dans le premier cas, on parle de violence communautaire et dans le second, de violence domestique.

Ces deux catégories de violence ont des taux de prévalence bien différents. La violence domestique est davantage présente chez nous que la violence communautaire. Nous sommes donc tous interpellés par ce phénomène. Le rapport nous aide à comprendre les causes de cette violence, ses effets et il nous permet de comparer les taux rwandais à ceux des autres pays du monde. Je vous invite à le lire attentivement.

Le MIGEPROF a pour mission de promouvoir l'équité des genres et d'assurer la cohésion de nos familles. Il se préoccupe donc, au premier chef, de mesurer la violence faite aux femmes et de l'enrayer. C'est dans cet esprit que le MIGEPROF a commandité la présente recherche qui a été réalisée avec l'appui financier de PUSAID et l'assistance technique de l'IRC. Un grand nombre de partenaires de la société civile y ont aussi participé.

Je leur adresse mes très sincères remerciements.

NYIRAHABINEZA Valérie

Ministre du Genre et de la Promotion de la Famille

Valérie



TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ	7
I. INTRODUCTION	11
1.1. OBJECTIFS DU SONDAGE	11
1.2. PROCÉDURES ET MÉTHODES	12
1.2.1. Enquête par sondage.....	12
1.2.2. Entretiens avec des Groupes cibles (Focus Group)	13
II. REVUE DE LA LITTÉRATURE	13
III. RESULTATS DE L'ENQUETE PAR SONDAGE	16
III.1 DESCRIPTION DE L'ECHANTILLON	16
III.1.1. Caractéristiques socio-économiques	16
III.1.2. Accès aux services sociaux	23
III.1.3. Caractéristiques de la famille de la répondante et de la vie de couple	24
III.1.4. Caractéristiques socio-économiques des conjoints	26
III.2. VIOLENCE COMMUNAUTAIRE	29
III.2.1. Fréquence de la violence communautaire	30
III.2.2. Typologie des auteurs de la violence communautaire	34
III.2.3. Typologie des agressions jugées les plus graves par les victimes et identification de leurs auteurs	37
III.2.4. Circonstance de lieu et contexte social de la violence communautaire	40
III.2.5. Traumatismes physiques et psychologiques des victimes	40
III.2.6. Facteurs socio-économiques et démographiques associés à la violence	41
III.2.7. Les soins et l'assistance recherchés par les femmes	45
III.2.8. Un cas particulier de violence : la séquestration.....	45
III.3 La violence subie dans l'enfance	47
III.3.1. Fréquence de la violence infligée aux enfants.....	47
III.4. VIOLENCE DOMESTIQUE	49
III.4.1. Fréquence annuelle de la violence domestique.....	49
III.4.2. Principales causes de la violence domestique	54
III.4.3. Facteurs socio-économiques favorisant l'expression de la	59
III.4.4. Relation entre la violence domestique actuelle et celle qui a été vécue par le conjoint dans l'enfance	63
III.4.5. Les aspects sociaux de la violence domestique	65
III.4.6. L'assistance aux femmes victimes de violence domestique	68
III.4.7. Les séquelles physiques de la violence domestique et le recours aux soins médicaux	68
III.4.8. Les actes violents commis par la conjointe et d'autres membres de la famille.....	70
III.5. SANTÉ MENTALE DES FEMMES	71
III.6. COMPARAISON AVEC D'AUTRES ENQUÊTES RÉCENTES	72

IV RESULTATS D'INTERVIEW AVEC DES GROUPES CIBLES.....	74
IV 1. GROUPES D'ADULTES.....	75
IV 1.1. Points de vue des adultes sur les causes générales de la violence.....	75
IV 1.2. Point de vue des adultes sur le viol.....	75
IV 1.3. Opinion des adultes sur la violence domestique.....	76
IV 2. OPINIONS DES ADOLESCENTS SUR LA VIOLENCE.....	77
IV.2.1. Opinions des adolescentes sur leur famille.....	77
IV.2.2. Opinion des adolescents sur la communauté.....	77
IV.2.3. Opinion des adolescents sur le milieu scolaire.....	77
IV 2.4. Opinion des adolescents sur le viol.....	78
IV.2.5. Opinion des adolescents sur la sexualité et la santé reproductive.....	78
V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	79
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	81

RÉSUMÉ

Cette première recherche sur la violence imposée aux femmes dans la société rwandaise a été réalisée sur le terrain de janvier à mars 2003. Elle fait l'inventaire des violences dont les parents, les conjoints, les partenaires sexuels, les voisins, les autorités, essentiellement des hommes, se sont rendus responsables à l'égard des femmes, à l'exclusion des violences à grande échelle imposées aux femmes pendant le génocide de 1994.

La situation de la violence est appréhendée selon deux approches : une exploration de la violence subie et ressentie personnellement et une réflexion en groupe sur le phénomène de la violence faite aux femmes. Les témoignages personnels ont été recueillis par sondage à l'aide d'un questionnaire individuel proposé à 722 femmes, de 18 à 49 ans, choisies de façon aléatoire dans les provinces de Kigali-ville, Kigali-rural, Ruhengeri, Byumba, Butare et Cyangugu. Toutes ces femmes se sont exprimées sur la violence qu'on leur a infligée dans leur " communauté " et sur celle qu'elles ont vécue dans l'enfance. En outre, 449 femmes de l'échantillon se sont exprimées sur la violence " domestique " c.à.d. la violence vécue dans leur ménage et avec leur partenaire. Quant aux points de vue généraux sur le phénomène de la violence fondée sur le sexe et le genre, ils se sont exprimés à l'occasion de " discussions dirigées " impliquant d'autres interlocutrices et interlocuteurs que les répondantes.

Les résultats de l'enquête par sondage montrent que la proportion des femmes violentées verbalement ou physiquement, dans leur communauté, en au moins une occasion au cours des cinq dernières années, c'est-à-dire de janvier 1998 à mars 2003, par une personne autre que le conjoint ou le partenaire sexuel est estimé à 32.4 %. La proportion des femmes violentées, en au moins une occasion au cours de la dernière année, par leur conjoint ou leur partenaire sexuel est estimé à 53.8 %. En d'autres termes une femme sur trois s'est vu infligée au moins un acte de violence dite " communautaire " durant les cinq dernières années et une femme sur deux au moins un acte de violence dite " domestique " au cours de la dernière année.

S'agissant de la violence communautaire, nous constatons que la plus courante est la violence à caractère sexuel. Elle se manifeste essentiellement par des paroles obscènes. La violence sexuelle a affecté une femme sur quatre, en au moins une occasion, au cours des cinq dernières années. Les violences psychologiques et physiques sont, l'une et l'autre, deux fois moins fréquentes (13.2 et 12.7 %) que les violences sexuelles. Les violences psychologiques se sont manifestées surtout sous forme de tracasseries nocturnes (11.2 %) et les violences physiques sous forme de menaces en brandissant une arme (6.7 %), de coups de poings ou des gifles (6.4 %), de coups de pieds et autre (4.5%) . Une femme sur huit a été victime d'au moins un acte de violence psychologique ou physique au cours des cinq dernières années.

Les 32.4 % des femmes victimes de violence communautaire ont eu à sélectionner l'incident leur paraissant le plus marquant dans leur vie et à le caractériser par sa gravité, l'année de son occurrence et le " statut " de son auteur. Les résultats indiquent que les propos obscènes, parmi les violences sexuelles, ont été jugés les plus graves par 60 % des femmes violentées. Les formes de violence, physique et psychologique ont la même gravité pour le tiers des femmes restantes.

La violence communautaire s'est surtout exercée durant l'année 1998, une année au cours de laquelle 36% des femmes violentées (dont la plupart vivent à Ruhengeri) situent l'incident qui les a le plus marqué. Les années subséquentes sont moins violentes si bien que les femmes qui situent en 2002-2003 l'incident le plus marquant ne sont plus que 10 % de l'ensemble des femmes violentées au cours des cinq dernières années. Le taux " annualisé " de femmes victimes de violence communautaire pour l'année 2002 peut donc, à partir de ces chiffres, être estimé à 3.24 % (32.4% x 10 %). L'enquête révèle aussi que 63.5 % des femmes violentées identifient leurs voisins comme étant les auteurs des violences communautaires qui les ont le plus marquées. Les voisins demeurent tout au long des cinq ans les auteurs les plus importants de la violence communautaire. En 2002-2003, les femmes sont 90 % à imputer la responsabilité de la violence communautaire à leurs voisins.

Les autres groupes impliqués dans les agressions commises sur cinq ans sont les militaires (selon 16.6% des victimes), les agents de la défense locale et les patrouilleurs (selon 11.2 % des victimes), les paramilitaires (8.9%), les parents et les employeurs (17.5%) ainsi que des inconnus (9.9%). Il faut noter que les religieux, les agents de la loi et les policiers, les enseignants, les médecins et le personnel de santé paraissent dégagés de responsabilité en la matière.

Les femmes les plus visées par la violence communautaire sont celles qui sont alphabétisées et instruites et qui occupent des emplois rémunérés. Les analphabètes qui vivent seulement d'agriculture sont moins susceptibles d'être prise à partie.

S'agissant de **"la violence domestique"**: nous constatons qu'elle a touché en une seule année près de 54 % des femmes ayant un conjoint ou un partenaire. La violence domestique, surtout caractérisée par les agressions psychologiques sous forme de propos acerbes et blessants, est déplorée par au moins une femme sur deux. La violence domestique prend également la forme de menaces de coups et d'atteintes physiques. Les menaces ont touché trois femmes sur dix, les gifles 16 % et les coups 11 % des femmes. La violence sexuelle sous forme de relations imposées par le partenaire est déplorée par près d'une femme sur dix.

La violence domestique est induite, selon les répondantes par la consommation de bière, les querelles relatives à l'utilisation de l'argent, à l'entretien du ménage et aux soins des enfants. Les querelles en général, qui peuvent induire la violence domestique, sont mensuelles et leurs fréquences augmentent si le conjoint ou le partenaire est commerçant, si sa femme l'est aussi ou si elle exerce une activité professionnelle et rémunératrice à l'extérieur de la maison.

La violence domestique des adultes est aussi associée à la violence subie dans l'enfance. A ce sujet, 47 % des répondantes se rappellent avoir été témoins d'un acte de violence entre leurs parents durant leur enfance et 18 % ont été victime de violence sexuelle, au sens large que nous lui donnons dans la présente enquête. De l'avis des femmes qui connaissent l'histoire familiale de leur conjoint ou partenaire, un homme sur deux a aussi été témoin ou a subi, de la violence domestique étant jeune. Les tests statistiques confirment le résultat attendu d'une association forte entre la violence actuelle et la violence subie par le conjoint dans l'enfance.

Les femmes qui, suivant les mœurs en usage, veulent se montrer fidèles, disponibles et soumises à leur mari " tolèrent " la violence. C'est ainsi que les deux tiers des femmes se font un devoir d'obéir à leur conjoint aussi bien dans leur vie intime que dans la vie sociale. Une femme sur deux considère qu'il est de la première importance de préserver l'apparence d'autorité de son mari à l'extérieur et trois femmes sur quatre ne révéleront pas la violence qu'elles vivent dans leur couple à moins qu'elle soit très grave. L'adultère de la femme selon 75 % d'entre elles, le refus des rapports sexuels selon 50 %, la mauvaise tenue du ménage selon 32 % constituent habituellement des motifs " acceptables " d'être battue par son mari.

D'un point de vue comparatif, les femmes rwandaises en âge de reproduction courent environ deux fois moins de risque d'être agressées (violence communautaire) par une personne extérieure à la famille que les femmes du Timor Oriental en courraient après le conflit de 2001 : cela aussi bien en ce qui concerne la violence physique que la violence sexuelle. Par contre s'agissant de la violence domestique, les risques que courent les rwandaises sont assez comparables en ce qui regarde les assauts physiques alors qu'ils sont deux fois moindre pour la violence sexuelle. La différence la plus considérable concerne les abus de pouvoir et de contrôle dont se plaignent deux fois plus de femmes rwandaises et les abus verbaux qui sont 60 % plus élevés au Rwanda qu'au Timor Oriental.

Nous avons aussi comparé les données rwandaises sur la violence domestique à celles recueillies auprès des femmes en âge de reproduction du district de Rakai en Ouganda. La comparaison ne révèle aucune différence entre les niveaux de violence physique cependant les abus verbaux qui atteignent 47.5 % paraissent plus élevés au Rwanda que dans le district ougandais.

L'ensemble de l'étude nous porte à conclure que les hommes rwandais, ne sont pas plus violents physiquement que les hommes des deux autres sociétés ayant servi de base de comparaison. Cependant ils s'imposent beaucoup, semble-t-il, dans les affaires familiales et les relations sexuelles, du fait de la soumission, de la disponibilité et de la tolérance des femmes à la violence. Les " moyens d'intimidation " utilisés par les hommes sont des menaces, des abus verbaux ainsi que le contrôle de l'argent et celui des activités familiales.

Les quelques tests statistiques effectués nous portent aussi à croire que la prévalence de la violence domestique pourra augmenter lorsque les femmes accéderont en plus grand nombre à l'éducation et aux emplois extra-agricoles. Il faut également s'attendre à ce que les actions des femmes engagées contre la violence domestique amène l'ensemble des femmes à adopter une attitude moins conciliante face au " pouvoir et au contrôle " masculin.

I. INTRODUCTION

En mars 2002, le Ministère du Genre et de la Promotion de la Femme (MIGEPROFE), appuyé techniquement par l'International Rescue Committee (IRC) " et financièrement par "United States Agency for International Development (USAID)", a initié un programme de prévention de la violence faite aux femmes (SGBV). Les objectifs de ce programme sont :

- i. de mieux cerner les causes et les effets de cette violence;
- ii. de renforcer la capacité de réponse des Ministères et des intervenants concernés par ce problème;
- iii. de développer et de mettre en oeuvre des programmes de prévention et d'appui aux femmes violentées en organisant des formations au niveau communautaire.

Quelques études quantitatives et qualitatives sur la nature et l'ampleur des violences faites aux femmes ont déjà été réalisées dans le pays. Fragmentaires pour la plupart, elles ne fournissent pas toute l'information nécessaire à la conception et au suivi d'un programme de prévention et d'appui d'envergure nationale. La présente étude se veut exhaustive puisqu'elle traite aussi largement de la violence domestique que de la violence communautaire. Nous avons par ailleurs pris la décision de ne pas refaire des études traitant de la violence liée au génocide, en grande partie pour ne pas risquer de créer des interférences avec les procès des juridictions Gacaca en cours.

Le MIGEPROFE, l'IRC et les nombreux partenaires qui ont participé à la conception de cette étude ont convenu de limiter la période sous investigation aux années les plus récentes. C'est ainsi que l'enquête auprès des femmes n'a enregistré que les actes de violence domestique commis entre avril 2002 et mars 2003, soit sur une année, et les actes de violence communautaire commis entre janvier 1998 et mars 2003, soit sur un peu plus de cinq ans.

Pour parvenir à une meilleure compréhension de la violence liée au sexe et au genre au Rwanda, le programme a conduit trois types de recherche, à savoir une analyse de la qualité des services sociaux accessibles aux victimes, une exploration des connaissances et attitudes des femmes et d'hommes d'âges différents à travers des entretiens de groupes et une enquête quantitative réalisée sous forme de sondage.

1.1. OBJECTIFS DU SONDAGE

L'objectif du sondage sur la violence fondée sur le sexe et le genre est de développer et de rendre disponible des données de base sur la nature et le niveau actuel (prévalence) de la violence faite aux femmes dans leur foyer et leur milieu.

La recherche devait aussi initier des rwandaises et rwandais à la conduite des travaux similaires dans le domaine du genre et fournir des données de base permettant de documenter les campagnes de plaidoiries et de sensibilisation que les partenaires auront à mener auprès de la population, des prestataires de services, des décideurs politiques et des bailleurs de fonds.

Ce document sera limité à l'analyse et au traitement des données de l'enquête quantitative et à l'analyse des informations recueillies lors des entretiens avec des groupes cibles. Les résultats de l'analyse multi-sectorielle sur la disponibilité et l'accessibilité des services sociaux ont fait l'objet d'un rapport distinct (1).

1.2. PROCÉDURES ET MÉTHODES

1.2.1. Enquête par sondage

L'enquête par sondage a été effectuée dans la mairie de Kigali et dans cinq provinces sur onze du pays, à savoir Kigali rural, Butare, Byumba, Ruhengeri et Cyangugu. Ces six entités territoriales ont été choisies délibérément par un groupe de travail comprenant des représentants du ministère et de la société civile. Ils se sont basés sur les informations recueillies lors de l'étude multi-sectorielle.

Pour chaque entité territoriale, on a procédé à un sondage à deux degrés par tirage aléatoire équiprobable. Au premier degré on a tiré 7 cellules comme unités primaires et au deuxième degré, approximativement 21 ménages par cellule comme unités secondaires. Dans chaque ménage retenu, une personne adulte de sexe féminin âgée entre 18 et 49 ans a été retenue dans l'échantillon et lorsque plus d'une personne par ménage était éligible, on a procédé à un tirage au hasard.

La taille de l'échantillon a été obtenue en supposant qu'il pourrait y avoir un taux de non-réponse de 30% (ce taux de non-réponse a été observé lors de l'étude réalisée par l'IRC en Timor oriental) et un taux de violence théorique de 27 %. Pour un intervalle de confiance de longueur égale à 8% et une probabilité de 95 %, la taille recommandée de l'échantillon est de 857 individus. Après l'enquête, les effectifs sont de 722 pour la violence communautaire et de 449 pour la violence domestique. Pour le niveau de précision mentionnée plus haut, l'effectif de 449 pour la violence domestique paraît faible.

La collecte d'information a été réalisée à l'aide d'un questionnaire inspiré de celui utilisé en Timor orientale moyennant des apports et modifications effectuées par l'équipe de travail afin de l'adapter aux réalités socioculturelles rwandaises. Des mesures particulières ont été prises pour garantir la confidentialité des entrevues. Les enquêteurs, de sexe féminin, ont été formées pendant deux semaines aux techniques d'interview par des consultants du CDC (Center for Disease Control) et du consortium RHR (Reproductive Health for Refugees). Elles ont aussi été préparées à exprimer leur soutien aux enquêtées qui manifesteraient des symptômes post-traumatiques. Les enquêteurs disposaient en outre des informations sur les services de santé et sur les services sociaux de référence (2) .

1.2.2. Entretiens avec des Groupes cibles (Focus Group)

L'équipe de travail qui a conçu le programme a aussi élaboré un questionnaire et supervisé des enquêtes participatives auprès de groupes cibles dans les six entités territoriales couvertes par l'enquête quantitative.

Trois critères ont été retenus pour la constitution des groupes cibles, à savoir l'âge, le sexe et le milieu. Les âges ont été séparés en trois classes: 15-20 ; 21-35 ; 36-49+ ; le milieu en rural et urbain. Les hommes et les femmes ont été interviewés séparément. 66 groupes cibles ont participé à l'enquête. L'IRC et le MIGEPROFE ont recruté conjointement, pour réaliser ce travail, 8 équipes de deux modérateurs (3).

II. REVUE DE LA LITTÉRATURE

La violence basée sur le genre et le sexe (SGBV) ou la violence à l'égard des femmes sont des expressions utilisées pour différencier la violence qui vise des individus ou groupes d'individus sur la base de leur genre ou de leur sexe de la violence en général. La violence basée sur le sexe et le genre inclut, selon le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR), des actes qui causent des souffrances ou des blessures physiques, mentales ou sexuelles tels que des menaces, des contraintes et autres entraves à la liberté (4).

La violence basée sur le sexe et le genre comprend, sans prétention à l'exhaustivité

- i. les violences physiques, sexuelles et psychologiques infligées aux femmes au sein de la famille (violence domestique);
- ii. les violences physiques, sexuelles et psychologiques infligées aux femmes dans leur communauté (violence communautaire)

Par "violence physique " on entend les agressions physiques proprement dites et les menaces d'agression, avec ou sans arme. La " violence sexuelle " se caractérise par des agressions verbales et des propos obscènes, des actes comprenant des attouchements sexuels, des rapports sexuels forcés ou sous la menace ainsi que le fait de déshabiller ou de contraindre quelqu'un à se déshabiller. Quant à la " violence psychologique ", elle se caractérise par des insultes, des privations de liberté de mouvement, de l'isolement ou des privations matérielles (argent, eau, nourriture, etc.)

Les agressions infligées aux femmes sont susceptibles de se produire partout aussi bien dans les sociétés dites développées que dans les sociétés en voie de développement. Les études sur la nature et la prévalence de la violence domestique et communautaire en fournissent des illustrations.

Une étude de grande envergure réalisée en Caroline du Nord en 2000 montre que 25% des femmes interrogées ont été violées ou physiquement agressées par leurs partenaires au moins une fois durant leur vie de couple (5). Plus près de nous, une étude réalisée dans le district de Rakai au Sud-Ouest de l'Uganda en 2000-2001 sur 5109 femmes en âge de reproduction indique que 19.9% d'entre elles ont été menacées physiquement ou violentées dans les 12 mois précédant l'enquête (6), tandis que 31.3% ont été victimes d'abus verbaux de la part de leurs partenaires.

L'enquête menée en 2003 par l'IRC dans deux provinces du Timor Oriental (7) sur 365 femmes en âge de reproduction (18 à 49 ans), fait état d'un taux de violence communautaire physique de 27.1% pendant la crise traversée par ce pays entre août 1999 et août 2001. Ce taux de violence communautaire a baissé après le conflit jusqu'à 7.3% selon les chiffres recueillis sur les douze mois précédant l'enquête. La violence communautaire sexuelle a également baissé de 25.0% en période de conflit à 11.8% en période post-conflit. Contrairement à la violence communautaire, le taux de violence domestique n'a pratiquement pas changé, passant de 46.8% avant la crise à 43.2% après la crise.

Un rapport de l'UNICEF intitulé " Domestic Violence Against Women and Girls " (8) paru dans Innocenti Digest en juin 2000, donne une vue d'ensemble de la violence domestique dans le monde. Nous en reprenons ici certains résultats : au Canada, 29% des femmes d'un échantillon national de 12 300 personnes révèlent avoir été violentées physiquement par leurs partenaires actuels ou anciens depuis l'âge de 16 ans; en Inde, dans l'Uttar Pradesh, 45% des hommes d'un échantillon de 6 902 personnes, reconnaissent avoir violenté physiquement leurs femmes; au Kenya, 42% d'un échantillon de 612 femmes disent avoir été battues par leurs partenaires dont 58% à plusieurs reprises.

D'après le rapport intitulé " Faith, Hope, Battering - A Survey of Men's Violence against Women in Finland " publié en 1998 par " Statistics Finland " (9), 40% de femmes en Finland ont été victimes de violences physiques ou sexuelles ou de menaces depuis l'âge de 15 ans; 14% d'entre elles ayant subi ces violences au cours de la dernière année. De même, 52% de femmes ont été victimes de harcèlements sexuels ou de comportements sexuels agressifs depuis l'âge de 15 ans; 20% d'entre elles ont vécu ces situations au cours des douze derniers mois. Concernant la violence domestique, le même rapport révèle que 22% de femmes mariées ou vivant avec un partenaire ont été victimes de violences physiques, sexuels ou de menaces de la part de leur partenaire actuel; 9% d'entre elles au cours de l'année écoulée.

De même, selon " Australian Bureau of Statistics " dans sa publication intitulé " Women's Safety Australia " (10) datant de 1996, 2.6% de femmes australiennes ont été victimes de violences de la part de leurs partenaires au cours des douze derniers mois et 8% affirment en avoir été victimes de la part de leur partenaire actuel. En plus des actes de violence, les femmes vivant avec un partenaire sont 8.8% à vivre des situations d'abus émotionnels sous forme soit de manipulation, soit d'isolement ou d'intimidation.

Statistique Canada en 1993 a lui aussi rendu public un rapport sur le sujet intitulé " The Violence against Women Survey " (11). Ce rapport indique que 51 % de femmes canadiennes ont vécu au moins un incident de violence depuis l'âge de 16 ans. Une femme sur dix a été confrontée à une ou plusieurs agressions au cours des douze derniers mois. Le même rapport mentionne que 25% de femmes canadiennes ont été victimes de violences de la part de leur partenaire actuel ou de leur ancien partenaire.

Le Rwanda n'est pas épargné par la violence domestique ou communautaire. Un aperçu des témoignages recueillis au Rwanda révèle que la violence à l'encontre des femmes et des filles est un problème majeur. Selon une compilation de HAGURUKA (12) les viols et les attentats à la pudeur sont très fréquents. Entre 1995 et 2002 les parquets et tribunaux se sont occupés de 652 plaintes dans la Mairie de Kigali, de 381 dans la province de Ruhengeri, 235 dans celle de Butare et de 165 dans la province de l'Umutara. Dans son Enquête démographique et de Santé, de l'an 2000 (13), l'Office national de la population indique que sur un échantillon de 10.421 femmes âgées de 15 à 49 ans, seulement 37% des femmes ne voient aucune raison d'être battu par leur mari alors que les hommes sont 52 % à penser que cela est inadmissible. Autrement dit, les femmes rwandaises justifient plus facilement que les hommes la violence faite aux femmes.

Les études citées plus haut mettent en évidence une association forte entre la violence faite aux femmes dans la famille et le manque de ressources financières. Les femmes alors dépendantes ne peuvent facilement échapper à une relation abusive (3,4,5). L'alcoolisme, les différends à propos de l'éducation des enfants, le contrôle serré des finances familiales constituent les raisons les plus fréquemment évoquées pour expliquer la violence domestique.

Signalons cependant que les femmes rwandaises ne sont pas sans recours. La société rwandaise, en plus des dispositifs légaux, propose des mécanismes traditionnels de gestion des conflits domestiques et communautaires. Dans les cas de violence communautaire, un arbitrage entre les familles impliquées est organisé (*Gacaca*) et des sanctions étaient prises contre le coupable. En cas de viol ou d'enlèvement de fille (*Guterura*) l'auteur pouvait être forcé d'épouser sa victime et de la doter. Dans les cas de violence domestique, la femme avait (et a toujours) la possibilité de quitter temporairement la maison (*kwahukana*) et de saisir ainsi sa belle-famille du mauvais sort qui lui était réservé par son mari. Le mari, souvent reconnu coupable, devait s'amender et offrir un présent à sa femme afin de se réconcilier et l'inciter à revenir à la maison (*kumucyura*). La femme de son côté recevait les conseils (*impanuro*) et réprimandes de sa mère, de ses tantes et de ses amies qui lui indiquaient en outre comment éviter les conflits avec son mari. Naturellement, lorsque la cohabitation était jugée impossible, la séparation définitive devenait inévitable. La femme pouvait alors soit se remarier, soit retourner dans sa famille où le chef de famille devait veiller à sa réinstallation (*ingaligali*.)

III. RESULTATS DE L'ENQUETE PAR SONDAGE

Les résultats de l'enquête par sondage sont obtenus à partir de données collectées auprès de 722 répondantes. Le taux de réponse, de 84.2 %, est satisfaisant compte tenu de la sensibilité du sujet. Il est encourageant de constater qu'à la fin des interviews, environ 60 % des femmes se sentent mieux du fait d'avoir parlé de leurs problèmes, tandis que 36.6% n'ont pas été troublées et que 3.9 % des femmes disent en avoir souffert.

Différentes sources d'erreurs peuvent affecter les résultats d'un sondage : erreur d'échantillonnage, données manquantes et refus de répondre à certaines questions. Dans le cas présent, l'absence de données n'affecte pas la fiabilité du sondage. Cependant le fait d'avoir choisi les provinces de façon raisonnée, et non aléatoire, rend l'inférence statistique et en particulier la construction des intervalles de confiance pour les estimations des taux de violence de l'ensemble de la population problématique.

III.1 DESCRIPTION DE L'ECHANTILLON

La répartition des répondantes dans l'échantillon est d'environ 16 % par province sauf pour Cyangugu (19.1 %) et la ville de Kigali (13.6 %). (voir graphique 1).

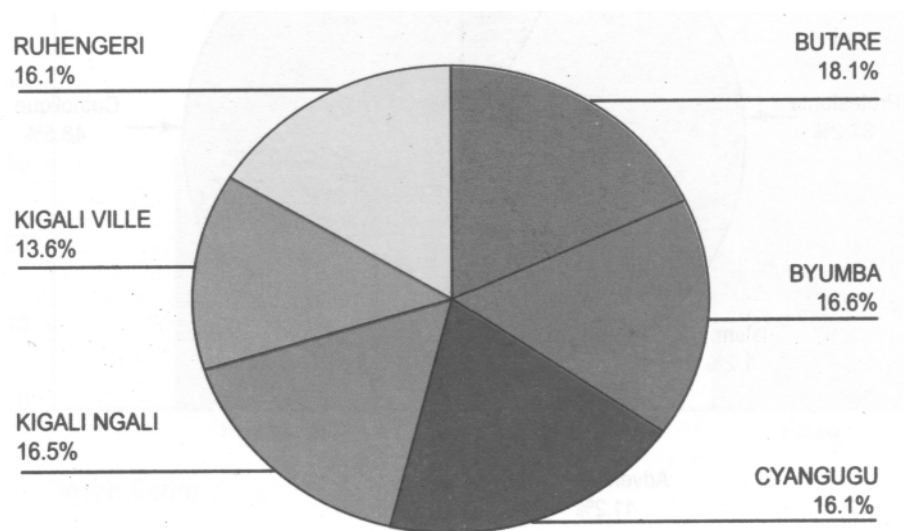
III.1.1. Caractéristiques socio-économiques

a) Age des individus

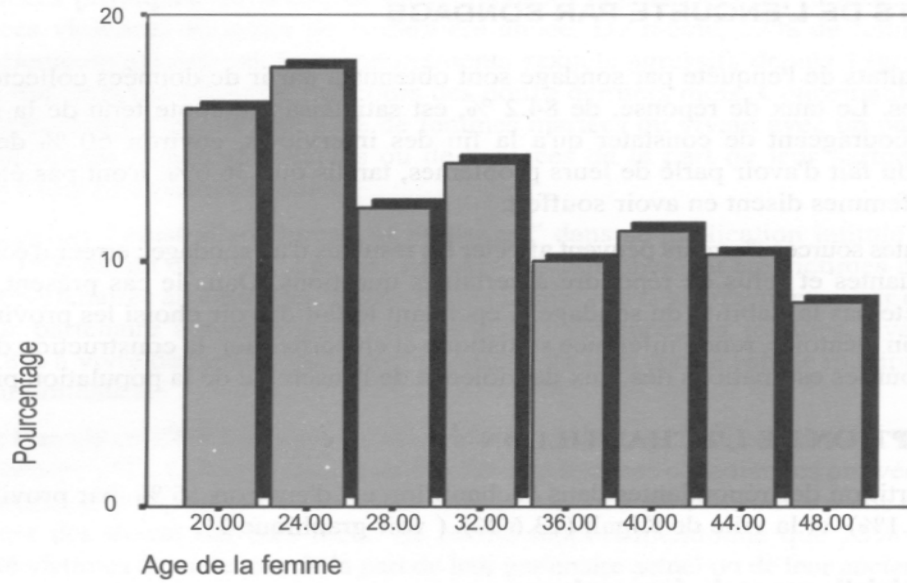
L'âge moyen des répondantes est de 31.5 ans et l'écart type de 9.2 ans. La médiane est de 31 ans avec un intervalle interquartile de longueur 16 entre 24 ans et 40 ans. Autrement dit, la moitié des femmes interrogées ont de 24 à 40 ans , le quart de 18 à 23 ans et les autres de 41 à 49 ans.

b) Confessions religieuses

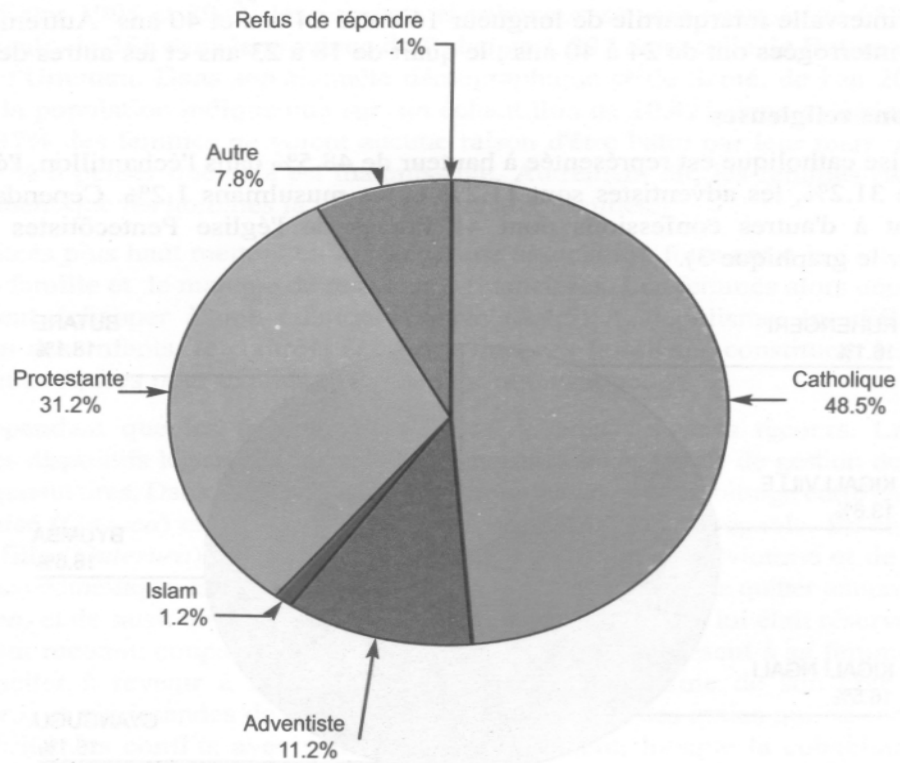
L'église catholique est représentée à hauteur de 48.5% dans l'échantillon, l'église protestante à hauteur de 31.2%, les adventistes sont 11.2% et les musulmans 1.2%. Cependant 56 personnes appartiennent à d'autres confessions dont 41 fidèles de l'église Pentecôtistes et 4 de l'église baptiste (voir le graphique 3).



Graphique 1 : Répartition des individus de l'échantillon par province



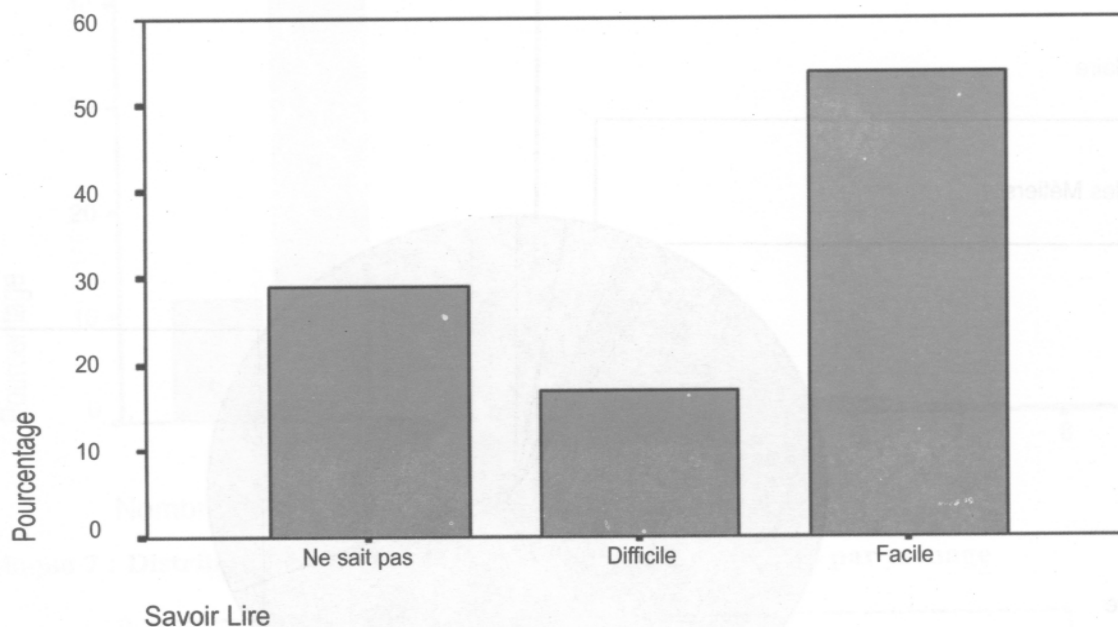
Graphique 2 : **Histogramme de l'âge des femmes**



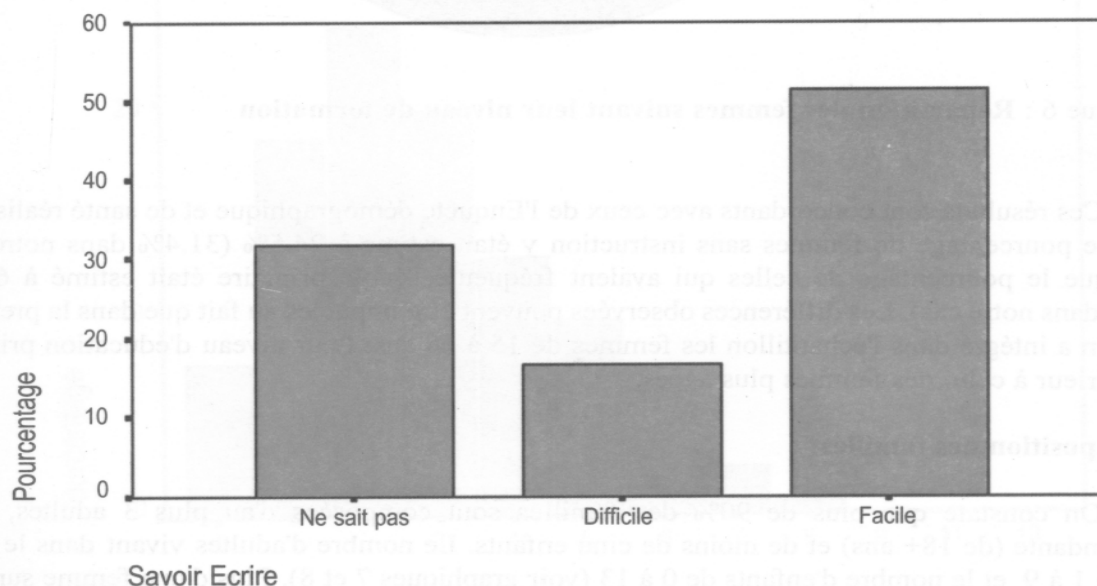
Graphique 3 : **Répartition des femmes par confessions religieuses**

c) Aptitude à lire et à écrire et niveau d'éducation

Plus de la moitié des femmes (53.9% et 51.5%) affirment pouvoir lire ou écrire aisément et 60% ont fréquenté l'école primaire. Seulement 2.8% ont suivi un enseignement technique post-primaire (écoles des métiers) et 3.3% un enseignement secondaire. Aucune femme ayant accédé au niveau post-secondaire ou universitaire ne fait partie de l'étude (voir graphiques 4, 5 et 6).

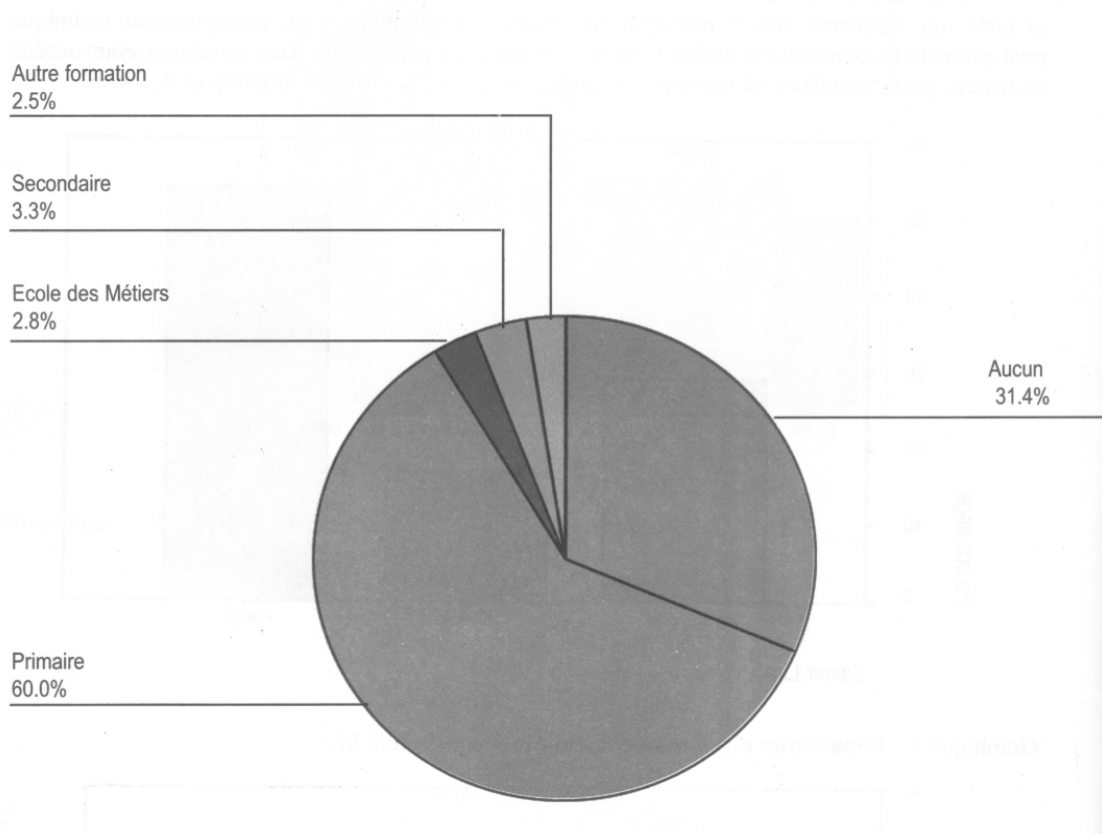


Graphique 4 : Répartition des femmes suivant leur aptitude à lire



Graphique 5 : Répartition des femmes suivant leur aptitude à écrire Niveau de Formation

Niveau de formation

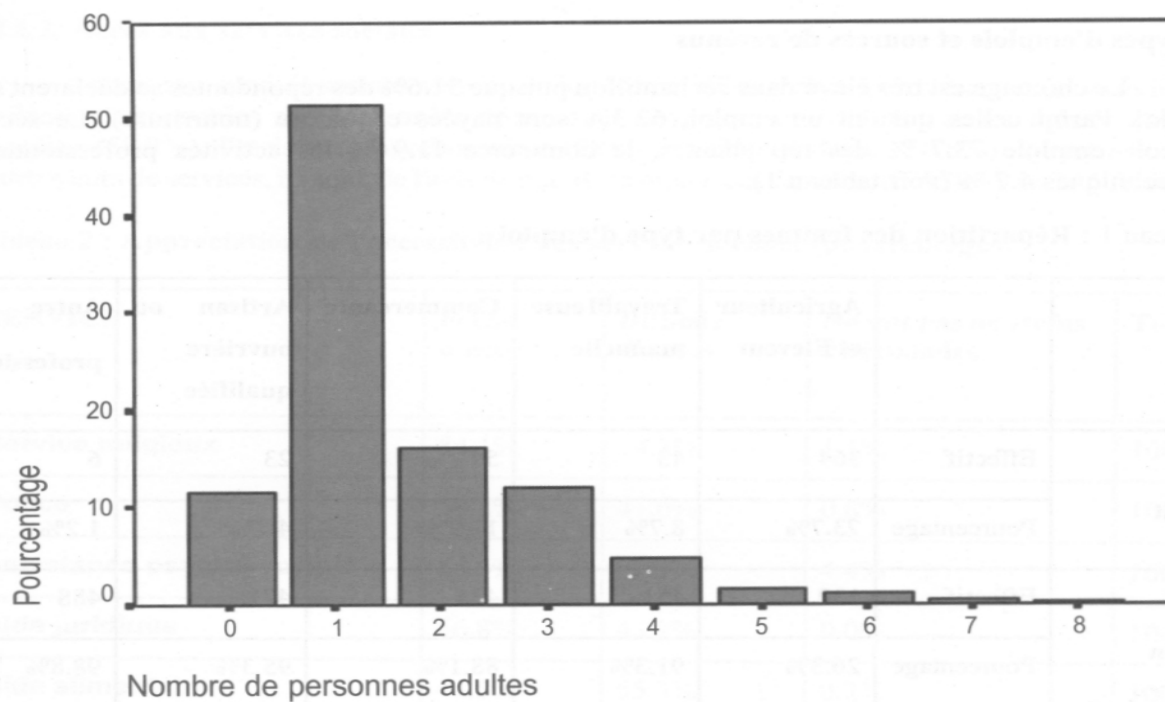


Graphique 6 : **Répartition des femmes suivant leur niveau de formation**

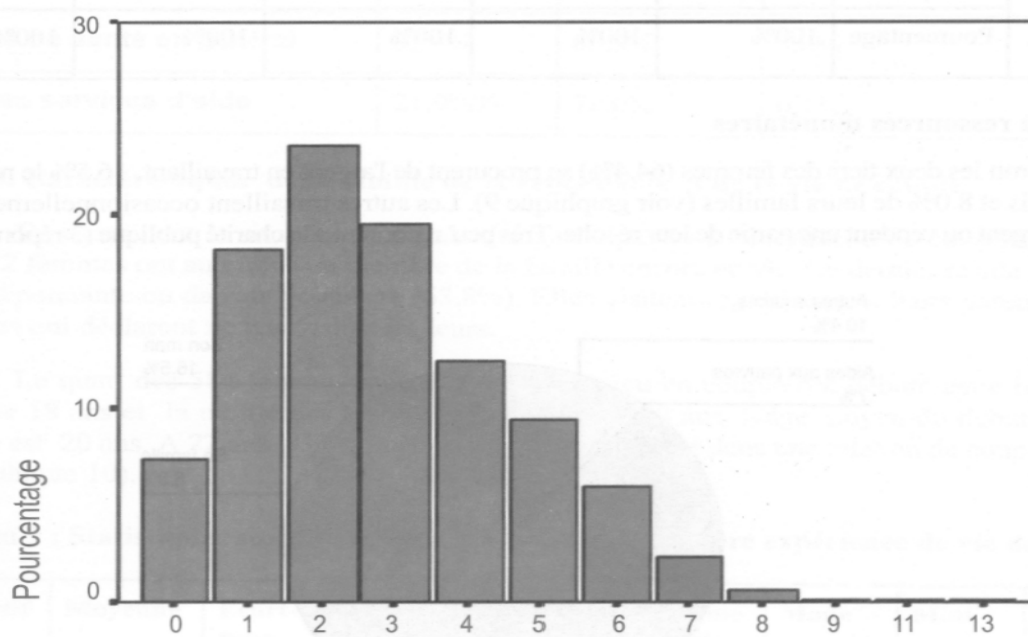
Ces résultats sont concordants avec ceux de l'Enquête démographique et de santé réalisée en 2000. Le pourcentage de femmes sans instruction y était estimé à 24.5% (31.4% dans notre cas) tandis que le pourcentage de celles qui avaient fréquenté l'école primaire était estimé à 64.9% (60.0% dans notre cas). Les différences observées peuvent être imputées au fait que dans la première étude, on a intégré dans l'échantillon les femmes de 15 à 18 ans. Leur niveau d'éducation primaire est supérieur à celui des femmes plus âgées.

d) Composition des familles

On constate que plus de 90% des familles sont composées d'au plus 3 adultes, outre la répondante (de 18+ ans) et de moins de cinq enfants. Le nombre d'adultes vivant dans le foyer varie de 1 à 9 et le nombre d'enfants de 0 à 13 (voir graphiques 7 et 8). Plus d'une femme sur 4 est chef de famille (27.7%).



Graphique 7 : **Distribution du nombre d'autres personnes adultes par ménage**



Nombre d'enfants

Graphique 8 : **Distribution du nombre d'enfants par ménage**

e) Types d'emplois et sources de revenus

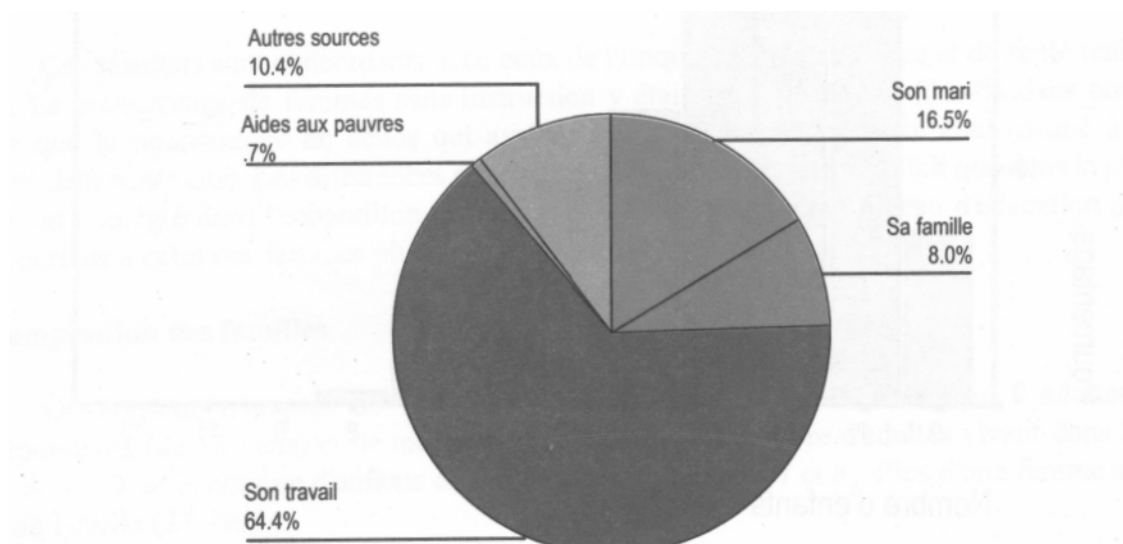
Le chômage est très élevé dans l'échantillon puisque 31.6% des répondantes se déclarent sans emploi. Parmi celles qui ont un emploi, 62.3% sont payées en nature (nourriture). Le secteur agricole emploie 73.7 % des répondantes, le commerce 11.9 % les activités professionnelles les techniques 4.7 % (voir tableau 1).

Tableau 1 : Répartition des femmes par type d'emploi

		Agriculteur et Eleveur	Travailleuse Manuelle	Commerçante	Artisan ou ouvrière qualifiée	Autre Profession
Oui	Effectif	364	43	59	23	6
	Pourcentage	73.7%	8.7%	11.9%	4.7%	1.2%
Non	Effectif	130	451	435	471	488
	Pourcentage	26.3%	91.3%	88.1%	95.3%	98.8%
Total	Effectif	494	494	494	494	494
	Pourcentage	100%	100%	100%	100%	100%

f) Accès au ressources monétaires

Environ les deux tiers des femmes (64.4%) se procurent de l'argent en travaillant, 16.5% le reçoivent de leurs maris et 8.0% de leurs familles (voir graphique 9). Les autres travaillent occasionnellement pour gagner de l'argent ou vendent une partie de leur récolte. Très peu recourent à la charité publique (3 répondantes).



Graphique 9 : Principales sources d'argent

III.1.2. Accès aux services sociaux

L'accès aux services sociaux varie considérablement d'un service à un autre. Les services les plus facilement accessibles sont par ordre décroissant ceux qui sont offerts par les églises (84.1%), la police (58.2%), l'assistance psychosociale (58%) et l'aide juridique (56.8%). Quant aux autres pourvoyeurs de services, ils sont, de l'avis de plus de la moitié des femmes, difficiles d'accès. (Tableau 2).

Tableau 2 : Appréciation de l'accessibilité des services sociaux (pourcentages)

SERVICE	Facile d'accès	Difficile d'accès	Ne sait pas ou Refus de répondre	Total
Service religieux	84.1%	14.8%	1.1%	100%
Police	58.2%	41.0%	0.8%	100%
Assistance psycho-sociale	58.0%	37.5%	4.4%	100%
Aide juridique	56.8%	43.2%	0.0%	100%
Aide alimentaire	44.5%	55.3%	0.2%	100%
Santé reproductive	42.8%	47.9%	9.3%	100%
Soins de santé en général	33.7%	66.3%	0.0%	100%
Autres services d'aide	21.9%%	78.0%	0.1%	100%

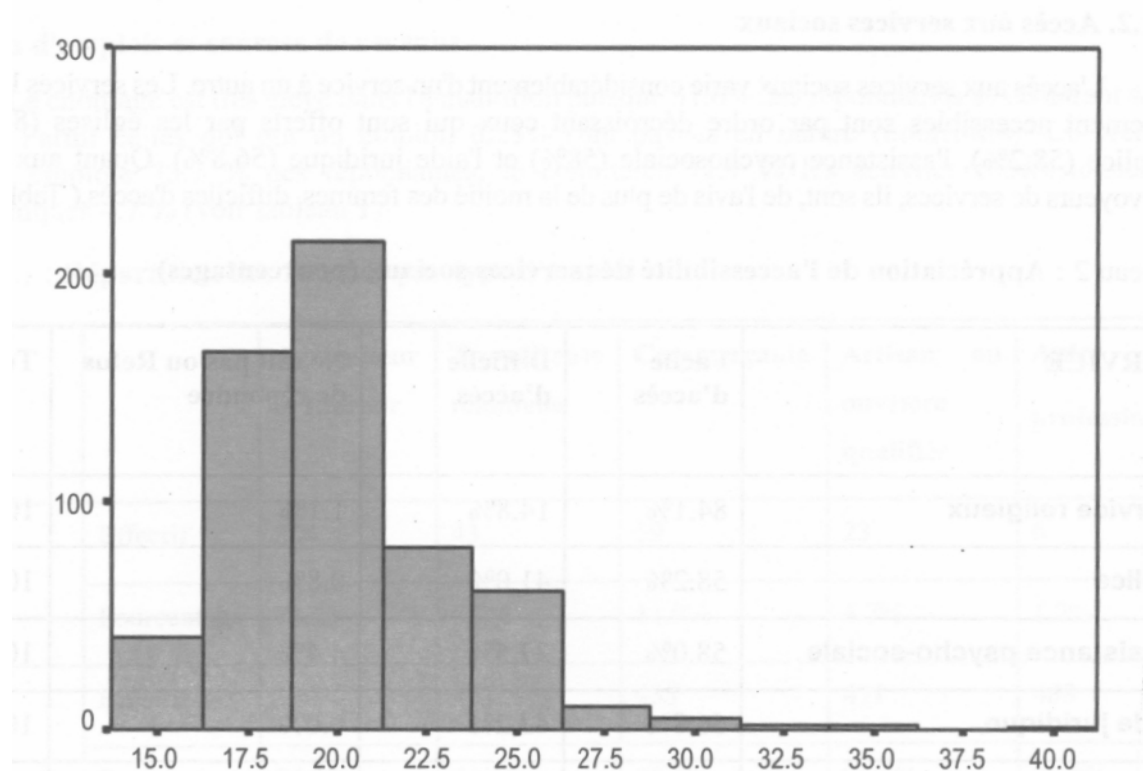
III.1.3. Caractéristiques de la famille de la répondante et de la vie de couple

En examinant la situation familiale des participantes à l'enquête, on a constaté que 92.7 des 722 femmes ont au moins un membre de la famille encore en vie. Ce dernier réside dans le foyer de la répondante ou dans le voisinage (63.8%). Elles visitent régulièrement leurs parents, sauf onze femmes qui déclarent ne pas visiter les leurs.

Le quart des 584 femmes qui vivent ou ont vécu en couple ont débuté cette relation avant l'âge de 18 ans et la moitié des femmes avant l'âge de 20 ans. L'âge moyen du début de la vie en couple est 20 ans. A 22 ans, 75% des filles sont déjà engagées dans une relation de couple (tableau 3 et graphique 10).

Tableau 3 : **Statistiques sur l'âge des femmes lors de leur 1 ère expérience de vie de couple**

Effectif Total	Moyenne	Ecart-Type	Premier Quartile	Médiane	Troisième Quartile	Mode	Minimun	Maximum
583	20 ans	3 ans	18 ans	20 ans	22 ans	18 ans	14 ans	39ans



Q.019. Age au 1er mariage

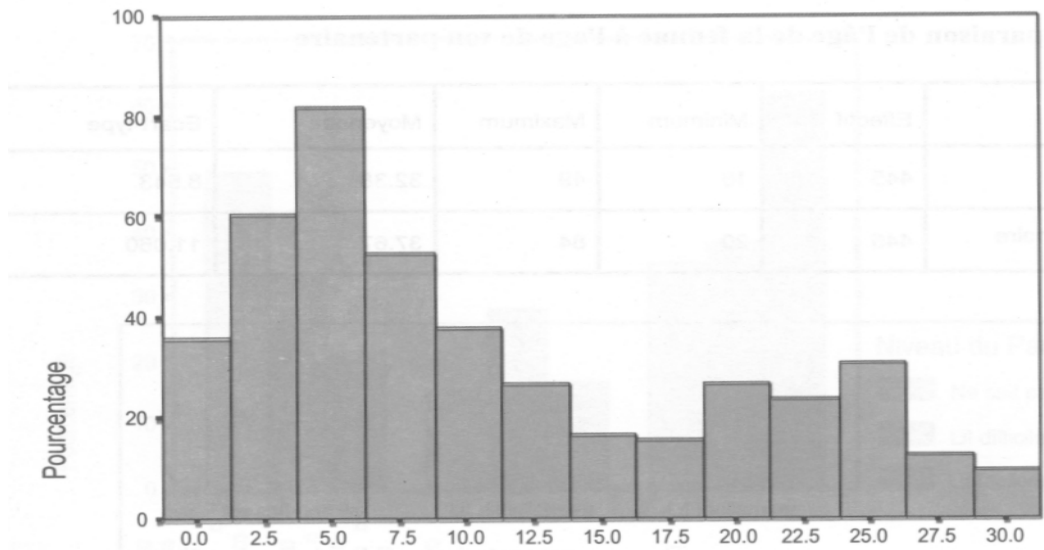
Graphique 10 : **Distribution de l'âge des femmes lors de leur première expérience de vie de couple**

Sur les 584 femmes qui font état d'une vie de couple, 14.8% ont changé de partenaire au moins une fois : 78 femmes une fois et 8 femmes au moins deux fois. Elles sont, ou ont été, mariées légalement (57.7%), selon la coutume (26.8%) ou en union libre (15.5%). La proportion des femmes qui vivent maintenant seules est élevée : près du quart (24.8%) de celles qui font état d'une vie de couple (145 femmes sur 584). Plus de la moitié des femmes qui vivent seules sont veuves, le quart des femmes sont divorcées ou séparées (26.2%) et dans 19% des cas le mari est emprisonné ou absent.

La durée moyenne de vie commune des femmes qui vivent en couple est de 10.9 années. Une femme sur 4 vit en couple depuis moins de quatre ans (tableau 4). D'après l'histogramme de la durée de vie commune, il semble que l'échantillon ait une distribution bimodale : d'un côté les femmes dont la vie commune a une longévité de 17 ans ou moins et de l'autre celles dont la vie de couple a une longévité supérieure à 17 ans (graphique 11).

Tableau 4 : **Statistiques sur le nombre d'années de la relation en cours**

Effectif total	Moyenne	Ecart-type	Premier quartile	Médiane	Troisième quartile	Mode	Minimum	Maximum
445	10.9 ans	18.5 ans	14 ans	18 ans	118 ans	1 an	1 an	131 ans



Q.023b. Nombre d'années de vie de couple

Graphique 11 : **Histogramme sur le nombre d'années de la relation en cours**

Concernant le choix du partenaire : 83.2% des femmes indiquent que leur couple s'est formé par consentement mutuel ; 10,6 % qu'il a été formé par la famille du conjoint, les répondantes n'ayant été associée qu'une fois sur quatre à la décision ; 5.5% des femmes indiquent que c'est la famille de la conjointe ou la répondante elle-même qui a fait le choix du partenaire. Signalons que 15 femmes ont été enlevées et six femmes ont du accepter de se marier sans avoir donné leur consentement.

La dot a été demandée dans 267 unions (54 % des unions sanctionnées légalement ou coutumièrement). Elle a été honorée en totalité par 81.6% des familles des conjoints. 46 familles s'en sont acquittées partiellement et trois ne l'ont jamais fait. La dot a eu un effet positif sur la vie du couple selon 31.5 % des répondantes et n'a pas eu d'effet selon 64 %.

La polygamie quoique prohibée légalement existe dans les faits. Une femme sur cinq (20%) a été " impliquée " dans une relation polygame à titre de première épouse pour 66.3% de celles-ci, de seconde épouse pour 12.2% et de troisième épouse pour 7.6%. En pratique, la polygamie est tolérée par l'administration locale dans le soucis de protéger les droits des enfants issues de telles unions. Certaines religions comme l'Islam autorisent cette pratique.

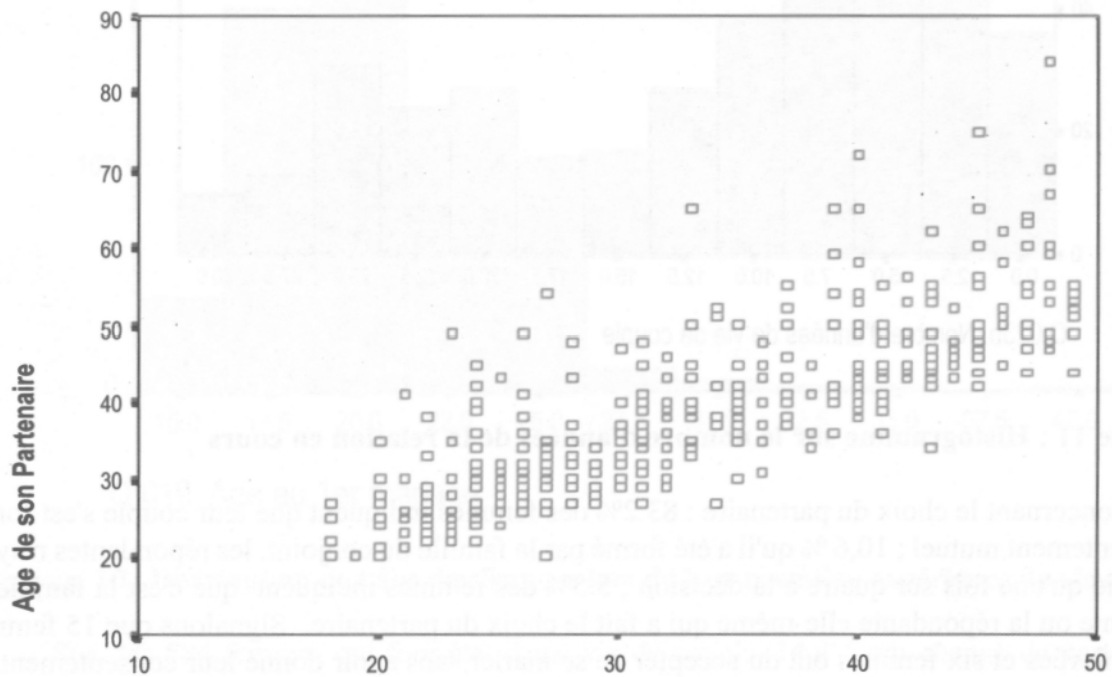
III.1.4. Caractéristiques socio-économiques des conjoints

a) Age du partenaire

L'étude montre que les conjoints sont plus âgés de 6 ans en moyenne que leurs compagnes. La moyenne d'age est de 38 ans, les plus jeunes ayant 20 ans et les plus âgés 84 ans.. (tableau 5 et graphique 12).

Cableau 5 : Comparaison de l'âge de la femme à Page de son partenaire

	Effectif	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
Age de la femme	445	18	49	32.38	8.543
Age de son partenaire	445	20	84	37.67	11.060



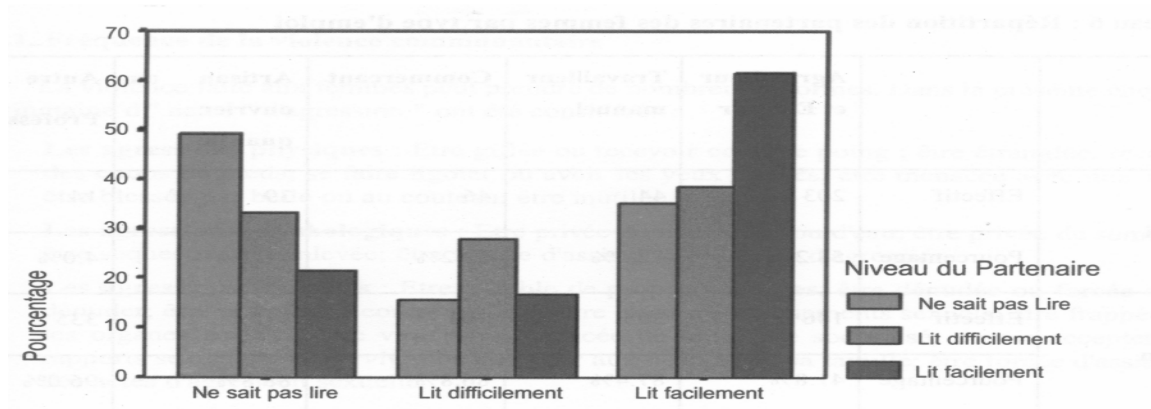
Age de la femme

Graphique 12 : **Age du partenaire en fonction de l'âge de la femme**

b) Niveau d'éducation du partenaire de la répondante

Le niveau d'éducation de base des partenaires masculins est assez similaire à celui des femmes : 29.5% n'ont pas fréquenté l'école primaire par rapport à 31.4% pour les femmes; 54.9% des hommes y ont eu accès par rapport à 60.0% pour les femmes. Par contre au niveau secondaire les hommes sont plus instruits avec un avantage de 7 % sur leurs conjointes.

Lorsqu'on considère l'aptitude à lire et à écrire, on constate que les femmes qui savent bien lire et écrire ont surtout des partenaires de même capacité qu'elles et que les répondantes analphabètes ont plutôt des conjoints analphabètes (graphiques 13 et 14).

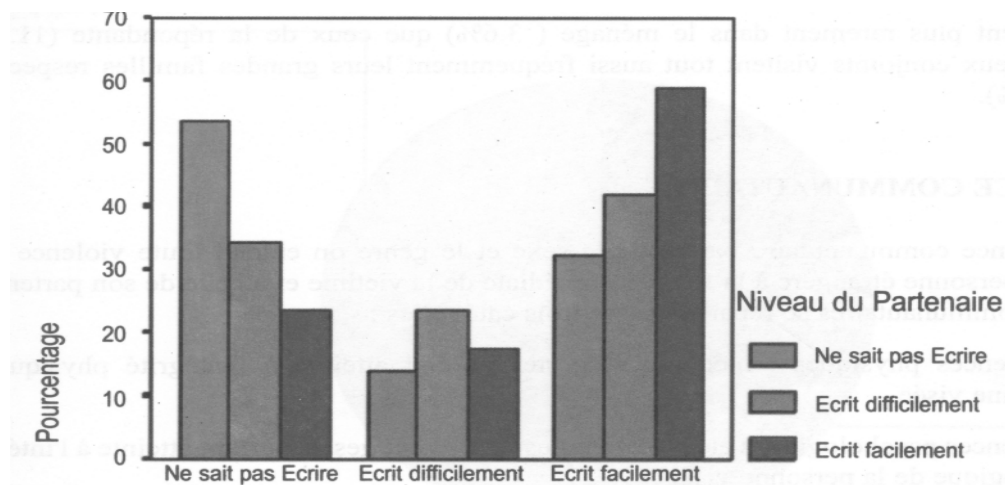


Niveau de Lecture de la femme

Graphique 13 : **Répartition des partenaires par niveau de lecture en fonction du niveau de lecture des femmes**

c) Situation professionnelle du conjoint

Le taux de chômage des conjoints, même s'il est légèrement inférieur à celui des répondantes demeure relativement élevé (24.3%). Quant aux travailleurs, la moitié sont payés en vivre (49 %) et 20.3% en argent ; 30.1% font du commerce. Le secteur agricole absorbe à lui seul 58.2 % de la main d'œuvre, 12.6% des travailleurs sont des ouvriers non-qualifiés et 11.2% sont des ouvriers qualifiés (tableau 6).



Niveau d'Ecriture de la femme

Graphique 14: **Répartition des partenaires par niveau d'écriture en fonction du niveau d'écriture de la femme**

Tableau 6 : Répartition des partenaires des femmes par type d'emploi

		Agriculteur et éleveur	Travailleur manuel	Commerçant	Artisan ou ouvrier qualifié	Autre Profession
Oui	Effectif	203	44	46	39	14
	Pourcentage	58.2%	12.6%	13.2%	11.2%	4.0%
Non	Effectif	146	305	303	310	335
	Pourcentage	41.8%	87.4%	86.8%	88.8%	96.0%
Total	Effectif	349	349	349	349	349
	Pourcentage	100%	100%	100%	100%	100%

d) Relations des conjoints avec leurs familles

Les hommes vivent le plus souvent dans le voisinage de leurs parents en raison du système d'héritage de la terre. Cela est le cas pour les trois-quarts des conjoints (76.5%) tandis que 20% vivent ailleurs. Les valeurs comparatives des femmes sont 51.9% et 36.1 %. En revanche, les parents du conjoint vivent plus rarement dans le ménage (3.6%) que ceux de la répondante (11.8%). Par contre les deux conjoints visitent tout aussi fréquemment leurs grandes familles respectives (97.2% et 98.4%).

III.2. VIOLENCE COMMUNAUTAIRE

Par violence communautaire basée sur le sexe et le genre on entend toute violence dont l'auteur est une personne étrangère à la famille immédiate de la victime et à celle de son partenaire. Les violences communautaires se répartissent en trois catégories :

- i. Les violences physiques : menaces et gestes portant atteinte à l'intégrité physique de la personne visée.
- ii. Les violences psychologiques et émotionnelles : propos et gestes portant atteinte à l'intégrité psychologique de la personne visée
- iii. Les violences sexuelles : propos et gestes à caractère sexuel posés sans le consentement de la personne visée.

III.2.1. Fréquence de la violence communautaire

Le violence faite aux femmes peut prendre de nombreuses formes. Dans la présente enquête, une vingtaine « d'actes » d'agression ont été considérés :

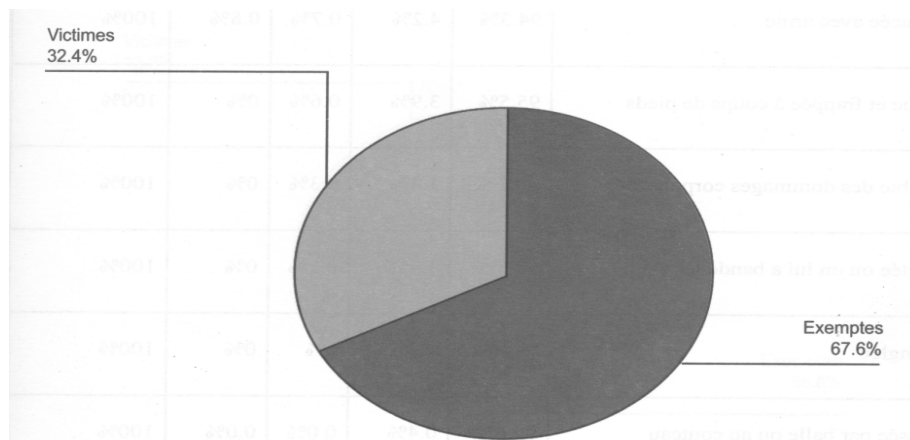
Les agressions physiques : Etre giflée ou recevoir coup de poing ; être étranglée; recevoir des coups de pieds; se faire ligoter ou avoir les yeux bandés; être menacée avec une arme; être blessée par balle ou au couteau; être mutilée.

- ❑ **Les agressions psychologiques** : Etre privée de nourriture ou d'eau; être privée de sommeil; être séquestrée ou enlevée; être forcée d'assister à des actes d'agression.
- ❑ **Les agressions sexuelles** : Etre la cible de propos obscènes; être dénudée ou forcée de se dénuder; être embrassée contre son gré; être objet d'attouchements sexuels, être frappée sur les organes sexuels, être violée ou menacée de viol; être sodomisé; devoir accepter des rapports sexuels pour survivre ou subvenir aux besoins de sa famille; être forcée d'assister à des actes d'agression sexuelle.

a) Taux de violence communautaire globale

Si l'on ne tient pas compte des distinctions entre les catégories de violence, il apparaît que 234 femmes sur 722, c'est à dire environ une femme sur trois (32.3%), ont été agressées au moins une fois par une personne extérieure à la famille durant les cinq dernières années. (graphique 15). Par conséquent le taux annuel de la violence communautaire globale pourrait être estimé à environ 6.5 %. Nous analysons plus en détail les fréquences de chacun des trois types d'agression.

Violence Communautaire Globale



Graphique 15 : **Pourcentage de femmes victimes de la violence communautaire globale de janvier 1998 à mars 2003**

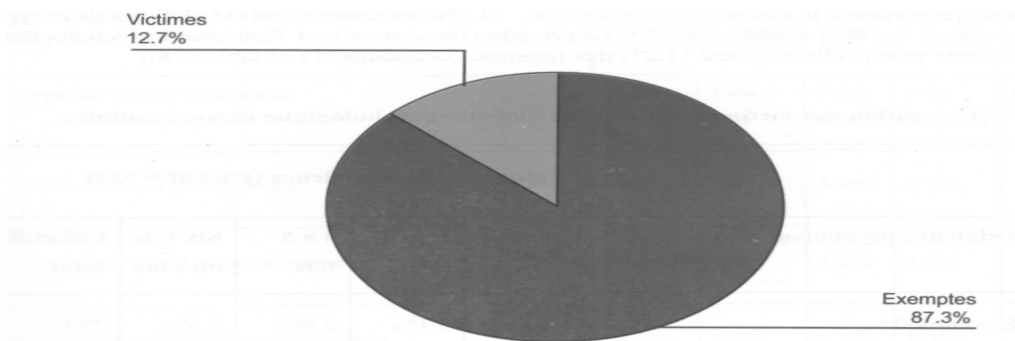
b) Fréquence des agressions physiques communautaires

Selon nos données, 12.7% des femmes ont été victime d'au moins un acte de violence physique communautaire durant les cinq dernières années. Les principales agressions commises sont les coups à main nue, les coups de pieds et les menaces : 6.4% des femmes ont été giflées ou ont reçu des coups de poing; 4.4% des femmes ont reçu des coups de pied et 5.7% des femmes ont été menacées. Les femmes qui se plaignent de violences plus graves sont moins de 2.5% de l'échantillon. (graphique 16 et Tableau 7)

Tableau 7 : Répartition des victimes par type de violence physique communautaire

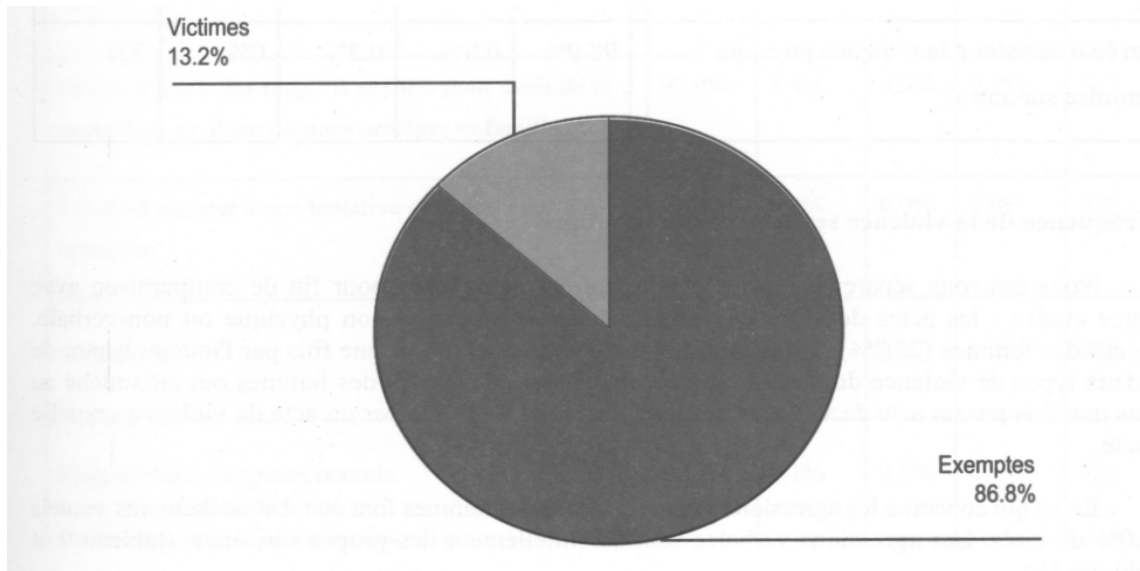
Type de la violence physique	Fréquence de la violence (effectif total = 722)				
	Jamais	Une ou deux fois	Trois à cinq fois	Six fois ou plus	Total
Giflée ou frappée à coups de poing	93.6%	5.7%	0.4%	0.3%	100%
Menacée avec arme	94.3%	4.2%	0.7%	0.8%	100%
Battue et frappée à coups de pieds	95.5%	3.9%	0.6%	0%	100%
A subie des dommages corporels	98.3%	1.4%	0.3%	0%	100%
Ligotée ou on lui a bandé les yeux	98.5%	1.4%	0.1%	0%	100%
Etranglée	98.8%	1.2%	0%	0%	100%
Blessée par balle ou au couteau	99.6%	0.4%	0.0%	0.0%	100%

Violence Physique Communautaire



Graphique 16 : Pourcentage de femmes victimes de la violence physique dans la communauté de janvier 1998 à mars 2003

Violence Psychologique Communautaire



Graphique 17 : **Pourcentage de femmes victimes de la violence psychologique communautaire de janvier 1998 à mars 2003**

c) Fréquence des agressions psychologiques communautaire

En ce qui concerne la violence psychologique, 13.2% des femmes ont été victimes de ce type d'agression durant les cinq dernières années. La privation du sommeil est l'agression psychologique la plus fréquente puisqu'elle a affecté 11.2% des femmes. (Graphique 17 et tableau 8.)

Tableau 8 : **Répartition des victimes par type de violence psychologique communautaire**

Type de violence psychologique	Fréquence de la violence (effectif = 722)				
	Jamais	1 ou 2 fois	3 à 5 fois	Six fois ou plus	Effectif total
Privée de sommeil	88.8%	5.1%	2.6%	3.5%	722
Privée de nourriture ou d'eau	97.5%	0.8%	1.1%	0.6%	722
Enlevée ou séquestrée	98.1%	1.4%	0.4%	0.1%	722
Forcée d'assister à la violence physique commise sur autrui	98.9%	0.8%	0.3%	0%	722

d) Fréquence de la violence sexuelle communautaire

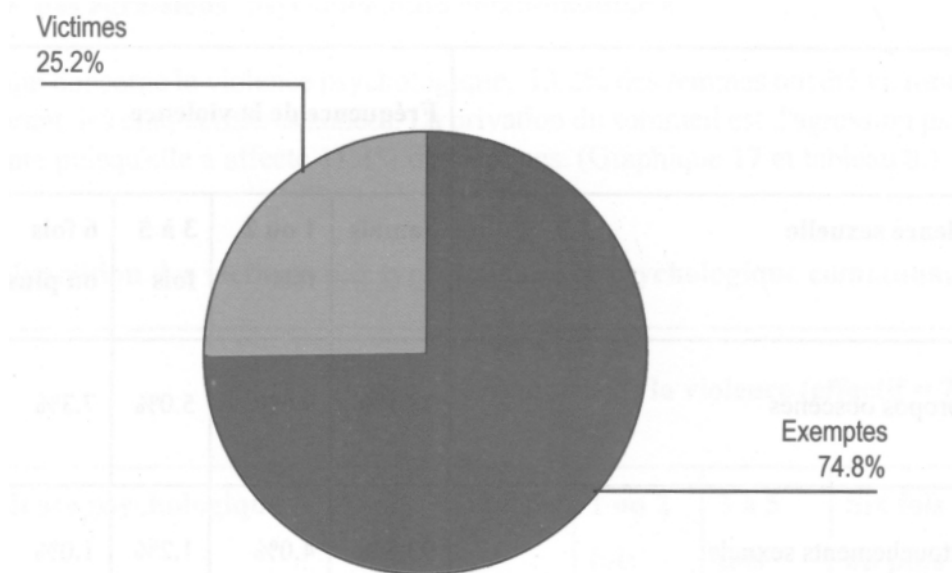
Nous pouvons séparer ces actes d'agression en deux types pour fin de comparaison avec d'autres études : les actes de violence verbale et les actes d'agression physique ou non-verbale. Le quart des femmes (25.2%) de l'échantillon a été touché au moins une fois par l'une ou l'autre de ces deux types de violence durant les cinq dernières années : 13.4% des femmes ont été touché au moins une fois par un acte de violence sexuelle physique et 21.9% par un acte de violence sexuelle verbale.

En ce qui concerne les agressions sexuelles, 6.2% des femmes font état d'attouchements sexuels et 6.0% de viols. Les agressions verbales sont essentiellement des propos obscènes. (tableau 9 et graphique 18)

Tableau 9 : **Répartition des victimes par type de violence sexuelle communautaire**

Type de violence sexuelle	Fréquence de la violence				
	Jamais	1 ou 2 fois	3 à 5 fois	6 fois ou plus	Effectif total
Victime de propos obscènes	78.1%	9.6%	5.0%	7.3%	722
Victime d'attouchements sexuels	93.8%	4.0%	1.2%	1.0%	722
Forcée d'avoir des rapports sexuels	94.0%	5.3%	0.3%	0.4%	722
Embrassée sans consentement	95.0%	3.2%	1.5%	0.3%	722
Déshabillée de force ou forcée de se déshabiller	96.1%	3.2%	0.7%	0.0%	722
Forcée d'avoir des rapports sexuels pour avoir de la nourriture, de l'eau ou pour protéger sa famille	97.4%	1.4%	0.5%	0.7%	722
Forcée d'assister à une tentative de viol ou autre agression	99.3%	0.7%	0.0%	0.0%	722
Sodomisée	99.6%	0.3%	0%	0.1%	722
Frappée sur les organes sexuels	99.7%	0.1%	0.0%	0.1%	722

Violence sexuelle communautaire



Graphique 18 : **Pourcentage de femmes victimes de la violence sexuelle dans la communauté de janvier 1998 à mars 2003.**

III.2.2. Typologie des auteurs de la violence communautaire

Les femmes ont eu à identifier leurs agresseurs par catégories socioprofessionnelles. Comme nous avons utilisé un questionnaire de base adapté aux situations de guerre et de conflit, les catégories des militaires, paramilitaires et miliciens y sont distinguées les unes des autres. Les 230 femmes qui ont répondu à ces questions ont indiqué que leurs agresseurs étaient surtout les voisins et les habitants de la même localité (65.0%); d'autres personnes qu'elles pouvaient identifier (17.5%); les militaires (16.6%) les agents de la défense locale et les patrouilleurs (11.2%); des inconnus (9.9%) des " paramilitaires " (8.9%) et une catégorie résiduelle (2 %) (tableau 10).

Par " autres personnes ", il faut entendre des parents, des responsables de l'administration locale, des employeurs, des " voyous ", des " infiltrés " etc. La désignation " paramilitaire " convient surtout à des hommes armés ayant opéré dans la province de Ruhengeri en 1998 et 1999. Le groupe des agents de la défense locale doit intégrer les patrouilleurs nocturnes (abakora amarondo) qui assuraient la sécurité communautaire avant la création des unités de " défense locale "

Tableau 10 : **Pourcentage de femmes victimes de la violence communautaire par type d'agresseur (toute forme de la violence confondue)**

Auteurs des actes de violence	Femmes victimes		Femmes exemptes		Total
	Effectif	Percentage	Effectif	Percentage	
Voisins	145	65%	78	35%	223
Autres personnes	39	17,5%	184	82,5%	223
Militaires	37	16,6%	186	83,4%	223
Agents de la défense locale et des patrouilleurs	25	11,2%	199	88,8%	224
Paramilitaires	20	8,9%	204	91,1%	224
Autres personnes	39	17,5%	184	82,5%	223
Inconnus	22	9,9%	201	90,1%	223

a) Les auteurs de la violence physique communautaire

Les agressions physiques sont surtout commises par des voisins ou des habitants de la même localité (51.6%), des militaires (24.2%), d' autres personnes " (20.9%) ainsi que par les agents de la défense locale et les patrouilleurs (17.6%). Les policiers, les juges, les procureurs, les médecins et le personnel de santé, les enseignants, les évangélistes, les gardiens de prison et les agents d'organismes humanitaires sont très rarement impliqués dans des actes de violence communautaire physique (moins de 3% par catégorie) (tableau 11).

Tableaux 11: **Pourcentage de victimes de la violence physique communautaire par agresseur (agresseurs responsables de plus de 5% d'actes de violence)**

Auteurs des actes de violence	Femmes victimes		Femmes exemptes		Total
	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	
Voisins	47	51,6%	44	48,4%	91
Militaires	22	24,2%	69	75,8%	91
Agents de la défense locale et des patrouilleurs	16	17,6%	75	82,4%	91
Paramilitaires	14	15,4%	77	84,6%	91
Autres personnes	19	20,9%	72	79,1%	91
Inconnus	9	10%	81	90%	90

b) Les auteurs de la Violence psychologique communautaire

Le profil des responsables de la violence psychologique est semblable à celui de la violence physique. Les voisins et les habitants de la même localité comptent pour 52.7%; les militaires 23.9%; les " autres personnes " 20.4%; les paramilitaires 19.4%; les agents de la défense locale et les patrouilleurs 16.1 % (Tableau 12).

Tableaux 12: **Pourcentage de femmes victimes de la violence psychologique communautaire par agresseur (agresseurs responsables de plus de 5% d'actes de violence)**

Auteurs des actes de violence	Femmes victimes		Femmes exemptes		Total
	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	
Voisins	49	52,7%	44	47,3%	93
Militaires	22	23,9%	70	76,1%	92
Agents de la défense locale et des patrouilleurs	15	16,1%	78	83,9%	93
Paramilitaires	18	19,4%	75	80,6%	93
Autres personnes	19	20,4%	74	79,6%	93
Inconnus	12	13%	80	87%	92

c) Les auteurs de la violence sexuelle communautaire

Le profil des responsables de ce type de violence met nettement en évidence les voisins et habitants de la même localité. Ils sont identifiés par 74.6 % des victimes comme étant responsables des agressions sexuelles. Les " autres personnes " arrivent loin derrière avec 17.5% suivies des militaires (16.3%) et les agents de la défense locale et les patrouilleurs (9.6 %). Signalons que les catégories de personnes peu impliquées dans les actes d'agression physique et psychologique sont aussi peu impliquées dans les agressions sexuelles (tableau 13).

L'identité personnelle des agresseurs est bien connue de 83% des victimes. L'appellation de " violence communautaire " convient donc adéquatement à tous ces actes de violence infligés aux femmes à l'extérieur de leur foyer.

Tableaux 13 : Pourcentage de femmes victimes de la violence sexuelle communautaire par type d'agresseur (agresseurs responsables d'au moins 5% d'actes de violence)

Auteurs des actes de violence	Femmes victimes		Femmes exemptes		Total
	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	
Voisins	132	74,6%	45	25,4%	177
Militaires	29	16,3%	149	83,7%	178
Agents de la défense locale et des patrouilleurs	17	9,6%	161	90,4%	178
Paramilitaires	12	6,7%	166	93,3%	178
Autres personnes	31	17,5%	146	82,5%	177
Inconnus	17	9,6%	160	90,4%	177

III.2.3 Typologie des agressions jugées les plus graves par les victimes et identification de leurs auteurs

a) Les violences communautaires jugées les plus graves

Les violences ne diffèrent pas uniquement selon la nature objective des actes posés mais aussi selon la façon dont elles ont été perçues par les victimes. Il y a deux manières d'approcher la gravité de la violence communautaire.

D'une part, en se fondant sur le jugement des victimes prises globalement et d'autre part en se fondant exclusivement sur l'appréciation des victimes qui ont subi ce type particulier de violence. Les deux approches peuvent donner des résultats différents.

Dans l'ensemble :

- En ce qui concerne la violence sexuelle : 61.7%, (139 sur 227 réponses) des victimes de violence en général considèrent que la violence sexuelle est la plus grave alors que les trois-quarts (75.6 %) des femmes agressées sexuellement pensent (130 sur 172 réponses) qu'elles ont subi la forme de violence la plus grave.
- En ce qui concerne la violence physique : 33.0 % des victimes de violence en général (74 sur 224 réponses) pensent qu'elle est la plus grave, alors que la grande majorité (73.9 %) des victimes de violence physique (66 pour 92 réponses) pensent qu'elles ont subi la pire des violences.

- En ce qui concerne la violence psychologique : 25.3 % des femmes victimes de violence globale (58 réponses pour 229), pensent qu'il s'agit de la forme de violence la plus grave alors que la moitié (53.3 %) des femmes qui ont subi (49 sur 92 réponses) cette forme de violence la jugent la plus grave (tableau 14).

Au vu du tableau 14, on peut considérer que près de deux femmes agressées sur trois jugent que la violence sexuelle est la forme de violence la plus grave et que les trois quarts de celles qui l'ont subie la trouve vraiment grave. Viennent ensuite, à peu près à égale distance, les violences physique et psychologique jugées les plus graves par un tiers et un quart des victimes. Les trois quarts des victimes de violence sexuelle la jugent grave alors que seulement la moitié des victimes de violence psychologique la qualifie de grave.

Tableaux 14 : **Appréciation par les femmes de la gravité des différents types de la violence communautaire**

Type de Violence	Catégories des répondantes	Cette violence communautaire est-elle jugée la plus grave ?				
		Non		Oui		Total
		Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	Effectif
Violence Physique	Victimes	24	26.1%	68	73.9%	92
	Exemptes	126	95.5%	6	4.5%	132
	Total	150	67.0%	74	33.0%	224
Violence Psychique	Victimes	43	46.7%	49	53.3%	92
	Exemptes	128	93.4%	9	6.6%	137
	Total	171	74.7%	58	25.3%	229
Violence Sexuelle	Victimes	42	24.4%	130	75.6%	172
	Exemptes	45	81.8%	10	18.2%	55
	Total 1	87	38.3%	140	61.7%	227

b) Les agresseurs impliqués dans la violence la plus grave

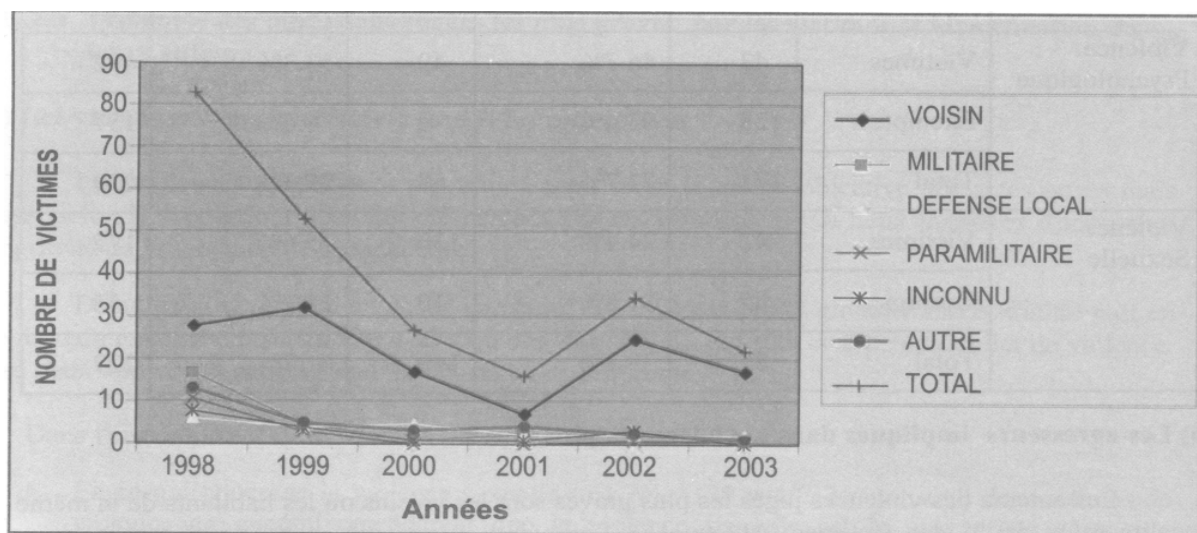
Les auteurs des violences jugés les plus graves sont les voisins ou les habitants de la même localité selon 56 % des victimes (tableau 15). Les autres agresseurs sont mentionnées moins fréquemment et selon un ordre similaire à celui de la section précédente (III.2.2).

Tableau 15 : Les agresseurs responsables des violences jugées les plus graves par les victimes

	Le pourcentage de femmes victimes des violences les plus graves imputables de la part de l'agresseur				
Type d'agresseur	Femmes Victimes		Femmes Exemptes		Total
	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	Effectif
Voisins ou habitants de la même localité	129	56.1%	101	43.9%	230
Autres personnes	29	12.6%	201	87.4%	230
Militaires	28	12.2%	202	87.8%	230
Agents de la défense locale et les patrouilleurs	21	9.1%	209	90.9%	230
Inconnus	18	7.8%	212	92.2%	230
Paramilitaires	16	7.0%	214	93.0%	230

Si l'on examine l'évolution des cinq dernières années, c.à.d. de 1998 à 2003, des actes de violences graves commises par catégories d'agresseurs, on constate que la violence a connu une forte baisse pour tous les groupes d'agresseurs, à l'exception de celle imputable aux voisins, dont le taux n'a commencé à régresser qu'après 1999 pour remonter ensuite brusquement en 2002 (graphique 19).

Evolution de la violence communautaire grave en fonction des agresseurs



Graphique 19 : Evolution de la violence communautaire grave en fonction des agresseurs

III.2.4. Circonstance de lieu et contexte social de la violence communautaire

La violence communautaire a lieu dans le voisinage immédiat du domicile (le secteur administratif) de la victime (45.2%) ou le plus souvent chez elle (48.3%).

Dans les quatre-cinquième des cas d'agression (83% de 230 réponses) l'agresseur n'était pas accompagné. Une femme sur quatre (26.1%) a été menacé de mort par (son) ou ses agresseurs et elle était seule au moment de l'agression dans 62.2% des cas. Sur les 87 femmes qui n'étaient pas seules le partenaire se trouvait sur les lieux dans 21.8%, les enfants dans 48.3% des cas, un autre membre de la famille dans 16.1 % des cas et une autre femme dans 14.9% des cas.

Les conséquences sur les tierces personnes présentes au moment de l'agression sont diverses : plus de la moitié des témoins n'ont pas été inquiétés (52.9%), un témoin (21.2%) sur cinq a été battu; 14% des témoins ont été menacés de mort et il y aurait eu quatre assassinats (tableau 16).

Tableau 16: **Violence sur les témoins de la violence communautaire**

Le sort des témoins de la violence communautaire	Oui		Non		Total Effectif
	Effectif	%	Effectif	%	
IL S'EST ENFUIT	8	9.4%	77	90.6%	85
Il a été battu	18	21.2%	67	78.8%	85
Ils ont tenté de la violer	3	3.5%	82	96.5%	85
Il a été menacé de mort	12	14.1%	73	85.9%	85
Il a été tué	4	4.7%	81	95.3%	85
Autres	5	6.0%	79	94.0%	84

III.2.5. Traumatismes physiques et psychologiques des victimes

La sévérité des traumatismes telle que perçue par les victimes dépend de la " nature " de l'agression, de l'intensité de la violence ainsi que de l'état physique et mental de la personne agressée. Les femmes enceintes par exemple seront plus durement affectées par la violence. L'enfant à naître est aussi menacé. Sur 22 femmes enceintes au moment de l'agression, 4 ont fait des fausses couches, et 17 ont accouché normalement. Les viols ont occasionné des grossesses chez 28 femmes.

Les traumatismes psychologiques et physiques ont approximativement la même fréquence. Parmi les victimes; 36.1 % font état de traumatismes; 27.4% de séquelles physiques telles que courbatures, écorchures et hématomes; 14.3 % d'évanouissements; 6.1 de luxations; 2.6 % de blessures graves; 2.2 % de fractures osseuses; 0.4 % de pertes de dents; 3.5 % de traumatismes divers.

III.2.6. Facteurs socio-économiques et démographiques associés à la violence

La violence communautaire liée au genre et au sexe est souvent mise en relation avec divers facteurs démographiques, économiques et sociaux. Dans notre enquête, les agressions paraissent fortement liées à l'âge des femmes car elles touchent plus souvent celles qui ont entre 18 à 20 ans. On observe également une association positive forte de la violence communautaire avec l'emploi rémunéré et l'alphabetisme de la femme. Les femmes sans emploi rémunéré et analphabètes sont moins susceptibles d'être agressées; les femmes dont le niveau d'éducation est plus élevé sont plus susceptibles d'être agressées (tableau 17 et 17 bis).

Tableau 17: Association de la violence communautaire globale au niveau d'alphabetisation

		Violence communautaire globale		
Niveau d'alphabetisation		Exempte de violence	Victime de violence	Probabilité associée
Lecture				
Elle ne sait pas lire	EFFECTIF OBSERVE	157	54	0,042
	Effectif théorique	142,6	68,4	
Elle écrit difficilement	Effectif observé	79	43	
	Effectif théorique	82,5	39,5	
Elle lit sans difficulté	Effectif observé	252	137	
	Effectif théorique	262,9	126,1	
Ecriture				
Elle ne sait pas écrire	Effectif observé	171	58	0,021
	Effectif théorique	154,8	74,2	
Elle écrit difficilement	Effectif observé	78	43	
	Effectif théorique	81,8	39,2	
Elle écrit sans difficulté	Effectif observé	239	133	
	Effectif théorique	251,4	120,6	
Niveau de formation				
Sans formation	Effectif observé	167	60	0,032
	Effectif théorique	153,4	73,6	
Niveau primaire	Effectif observé	285	148	
	Effectif théorique	292,7	140,3	
Autres	Effectif observé	36	26	
	Effectif théorique	41,9	20,1	

Tableau 17 bis : **Association entre la violence communautaire globale et les caractéristiques d'âge et d'emploi de la femme**

Age et emploi de la femme		Exempte de violence	Victime de violence	Probabilité associé
Age de la femme				
18-20 ans	Effectif observé	44	46	0,000
	Effectif théorique	60,8	29,2	
21-35 ans	Effectif observé	264	120	
	Effectif théorique	259,5	124,5	
36-49 ans	Effectif observé	180	68	
	Effectif théorique	167,6	80,4	
Accès à l'emploi rémunéré par la femme				
Elle n'a pas d'emploi	Effectif observé	168	60	0,022
	Effectif théorique	154,1	73,9	
Elle a un emploi	Effectif observé	320	174	
	Effectif théorique	333,9	160,1	
Secteur de l'Agri-Elevage				
Travaille dans l'agriculture	Effectif observé	246	118	0,038
	Effectif théorique	235,8	128,2	
Ne travaille pas dans l'agriculture	Effectif observé	74	56	
	Effectif théorique	84,2	45,8	

Une analyse par type de violence montre que :

- la violence psychologique touche davantage les femmes qui exercent une activité extra-agricole et celle qui ont un emploi rémunéré (tableau 18).
- la violence sexuelle affecte plus les jeunes femmes , celles qui savent lire et écrire, celles qui travaillent dans d'autres secteurs que l'agriculture, particulièrement celles qui occupent des emplois domestiques ou sont sans qualifications professionnelles (tableau 19).

- La violence physique ne semble pas viser une catégorie socio-économique ou démographique particulière. Elle est bien répartie dans l'ensemble de l'échantillon.

Tableau 18: **Association de la violence psychologique communautaire aux facteurs socio- économiques**

		Violence psychologique communautaire		
Caractéristiques socio-économiques		Exempts de la violence	Victimes de la violence	Probabilité associée
Accès à l'emploi rémunéré par la femme				
Elle n'a pas d'emploi	Effectif observé	211	17	0,003
	Effectif théorique	198	30	
Elle a un emploi	Effectif observé	416	78	
	Effectif théorique	429	65	
Principale source d'argent				
Son partenaire	Effectif observé	104	150	0,031
	Effectif théorique	103,3	15,7	
Ses parentés	Effectif observé	55	3	
	Effectif théorique	50,4	7,6	
Son salaire	Effectif observé	392	73	
	Effectif théorique	403,8	61,2	
Aides extérieures	Effectif observé	5	0	
	Effectif théorique	4,3	0,7	
Autres	Effectif observé	71	4	
	Effectif théorique	65,1	9,9	

Tableau 19 : **Association des facteurs socio-économiques et démographiques à la violence sexuelle communautaire**

		Violence sexuelle communautaire		
Caractéristiques socio-économiques		Exempts de la violence	Victimes de la violence	Probabilité associée
Age de la femme				
18-20 ans	Effectif observé	49	41	0,000
	Effectif théorique	67,3	22,7	
21-35 ans	Effectif observé	284	100	
	Effectif théorique	287,2	96,8	
36-49 ans	Effectif observé	207	41	
	Effectif théorique	185,5	62,5	
Lecture				
Elle ne sait pas lire	Effectif observé	169	42	0,047
	Effectif théorique	157,8	53,2	
Elle lit difficilement	Effectif observé	94	28	
	Effectif théorique	91,2	30,8	
Elle lit sans difficulté	Effectif observé	277	112	
	Effectif théorique	290,9	98,1	
Ecriture				
Elle ne sait pas écrire	Effectif observé	183	46	0,030
	Effectif théorique	171,3	57,7	
Elle écrit difficilement	Effectif observé	94	27	
	Effectif théorique	90,5	30,5	
Elle écrit sans difficulté	Effectif observé	263	109	
	Effectif théorique	278,2	93,8	
Secteur de l'Agri-Elevage				
Elle travaille dans l'agriculture	Effectif observé	278	86	0,003
	Effectif théorique	264,5	99,5	
Elle ne travaille pas dans l'agriculture	Effectif observé	81	49	
	Effectif théorique	94,5	35,5	
Elle fait des travaux manuels				
Oui	Effectif observé	24	19	0,016
	Effectif théorique	31,2	11,8	
Non	Effectif observé	335	116	
	Effectif théorique	327,8	123,2	

III.2.7. Les soins et l'assistance recherchés par les femmes

La majorité des victimes de la violence communautaire (76.8%) ne se fait pas soigner. Celles qui le font s'adressent aux centres de santé dans 14.1 % des cas et aux hôpitaux dans 5.1 % des cas. Les principales raisons évoquées pour ne pas se faire soigner sont la difficulté de payer les soins médicaux (35.4%), le fait que la victime ne le juge pas nécessaire (13.8%), la honte (10.8%) et la peur de nouvelles agressions (6.2%).

Nombreuses sont les femmes qui se taisent (43.5%). Les autres recherchent une écoute compatissante auprès d'une amie (39.7%) ou d'une parente (38.0%), de leur conjoint ou d'un parent dans 19% et 18.2% des cas respectivement.

Les femmes n'attendent pas beaucoup des services sociaux qu'elles jugent peu aptes à les aider. Dans les moments difficiles, elles solliciteront plutôt l'aide d'un membre de la famille selon 23% des répondantes, d'une amie (21.3%), ou de leur conjoint (20.5%). Pour pallier les séquelles de la violence les victimes essayeront d'oublier (30.1 %), en parleront à leurs intimes (13.9%), se réconforteront auprès d'un membre de la famille (11.1%), enfin prieront.

III.2.8. Un cas particulier de violence . la séquestration

La séquestration est une forme d'agression surtout prise en compte dans les enquêtes (2, 5) visant les situations de guerre. La rubrique permet ici d'explorer les cas de confinement des femmes, qui sans aller jusqu'à la séquestration complète, constituent une forme de brimade.

Au Rwanda ce type de violence a touché, au cours des cinq dernières années, 2.5 % des 722 répondantes. La majorité des victimes ont été confinées dans leur voisinage (61.1 %) ou leur maison (22.2% des cas). Les responsables du confinement sont surtout des employeurs (44.4%), des voisins (22.2 %) et des inconnus (11.1 %) (tableaux 20 et 21).

Tableau 20 : Fréquence des cas de séquestration

Séquestration	Effectif	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Elle n'a pas été séquestrée	704	97.5%	97.5%
Elle a été séquestrée	18	2.5%	100.0%
Total	712	98.6%	

Tableau 21 : **Fréquence des séquestrations par agresseurs**

AGRESSEUR	Effectif	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Employeurs	8	44.4%	44.4%
Autres	6	33.3%	77.7%
Paramilitaires	2	11.1%	88.8%
Agent de défense locale ou patrouilleur	1	5.6%	94.4%
Agent d'une Organisation humanitaire	1	5.6%	100%
TOTAL	18	100%⁰	

Des actes d'agression " collatéraux " sont rapportés dans 38.9 % des cas de confinement. Le plus fréquent est le refus de laisser la victime se faire soigner (16.9 % des cas). Signalons que 11.1 % des femmes séquestrées ont été soignées à l'hôpital. Signalons également que dans 44.4% des cas de viols, les grossesses qui en ont résulté ont toutes été menées à terme (tableau 22).

Tableau 22 : **Pourcentage de victimes qui sont tombées enceintes suite aux séquestrations**

Etat de grossesse	Effectif	Pourcentage	Pourcentage cumulée
Elle n'est pas tombée enceinte	3	16.7%	16.7%
Elle est tombée enceinte et elle a mis au monde un enfant en bonne santé	8	44.4%	61.1%
Elle n'est pas concernée (elle n'a pas eu de rapports sexuels)	7	38.9%	100.0%
Total	18	100%	

III.3 La violence subie dans l'enfance

On fait communément état dans la littérature de la transmission d'une génération à l'autre des comportements violents. Les victimes de violence physique durant l'enfance seraient plus souvent impliquées dans des scènes de violence domestique à l'âge adulte. On l'a montré au Timor Oriental pour les intimidations et le contrôle, les abus verbaux et physiques.

III.3.1. Fréquence de la violence infligée aux enfants

Lorsque l'on examine l'effectif global (722 femmes) on constate que 46.7% des femmes ont, étant jeunes, été témoins d'un acte de violence entre leurs parents, 41.6% de violence sur frères- sœurs et que 38.5 % ont vécu elles-mêmes au moins un acte de violence (tableaux 23,24 et 25). La violence sexuelle a affecté 17.5% des femmes, (tableau 26). Elles ont subies ces violences de leurs voisins dans près de la moitié des cas (48.4%), de membres de la famille élargie dans 13.5% des cas (tableau 27). Pratiquement toutes les femmes (95.2 %) connaissent l'identité de celui qui les a agressé dans leur enfance.

Tableau 23 : **Pourcentage de femmes qui ont été témoins de violences entre leurs parents dans l'enfance**

De la violence entre parents	Effectif	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Elle n'a jamais été témoin de la violence entre ses parents	369	51.10 %	51.1%
Elle a été témoin de la violence entre ses parents	337	46.7%	97.8%
Elle ne sait pas	16	2.2%	100.0%
Total	722	100.0%	

Tableau 24 : **Pourcentage de femmes qui ont été témoins de la violence sur leurs frères ou sur leurs sœurs dans l'enfance**

De la violence sur ses frères ou sur ses sœurs	Effectif	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Elle n'a jamais été témoin de la violence ni contre ses frères, ni contre ses sœurs	404	56.00%	56.00%
Elle a été témoin de la violence soit contre ses frères, soit contre ses sœurs	300	41.60%	97.50%
Elle n'est pas concernée	9	1.20%	98.80%
Elle ne sait pas	9	1.20%	100.0%
Total	722	100.00%	

Tableau 25 : **Pourcentage de femmes qui ont été victimes de mauvais traitements dans leur enfance**

Des mauvais traitements dans l'enfance	Effectif	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Elle n'a jamais été maltraitée	442	61.2%	61.8% i
Elle a été maltraitée	278	138.5%	199.7%
Elle ne sait pas	2	0.3%	100.0%
Total	722	100.0%	

Tableau 26: **Pourcentage de femmes qui ont été victimes de la violence sexuelle dans leur enfance**

De la violence sexuelle	Effectif	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Elle n'en a pas été victime	595	82.4%	82.4%
Elle en a été victime	126	17.5%	99.9%
Elle ne sait pas	1	0.1%	100.0%
Total	722	100.0%	

Tableau 27: **Auteurs de la violence sexuelle sur les enfants (basé sur 126 victimes)**

	Femmes Victimes		Femmes Exemptes	
Agresseur	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage
Un voisin ou un habitant de la même localité	61	48.4%	65	51.6%
Un autre membre de la famille	17	13.5%	109	86.5%
Employé de la maison (domestique)	12	9.5%	114	90.5
Un enseignant	9	7.1%	117	92.9%
Un inconnu	6	4.8%	120	95.2%
Autre personne	10	7.9%	116	92.1

III.4. VIOLENCE DOMESTIQUE

La violence domestique comprend les " actes " d'agression infligés à une femme par son conjoint depuis le début de leur relation, sans égard aux circonstances de temps ou de lieux. La violence domestique inclut aussi les actes de violence exercée par le futur conjoint avant la formation du couple un ami intime ou un autre membre de la famille(7). Cette violence peut être de nature physique, sexuelle, émotionnelle et psychologique autant qu'économique.

III.4.1. Fréquence annuelle de la violence domestique

Une série de questions explorant la nature et l'ampleur de la violence domestique subie durant les douze derniers mois, a été proposé aux 459 femmes vivant en couple au moment du sondage : toutes sauf une dizaine se sont prêtées à l'exercice. Nous avons regroupé les traits élémentaires de cette violence en trois catégories

- **La violence physique** comprend les menaces verbales; les menaces avec couteau ou fusil; les empoignades par les cheveux; les gifles ou la torsion de bras; les coups de poing; les coups avec objet; les renversements par terre et les coups de pied; l'étranglement.
- **La violence psychologique** comprend la limitation des visites aux parents et aux amis; et contrôle de la participation aux activités communautaires et féminines; la restriction de l'accès à l'emploi rémunéré; la privation de soins de santé et de médicaments; la privation d'argent nécessaire à la satisfaction des besoins courants; les insultes et la cruauté verbale.
- **La violence sexuelle** comprend les rapports sexuels imposés avec le conjoint ou avec d'autres personnes imposés par le conjoint.

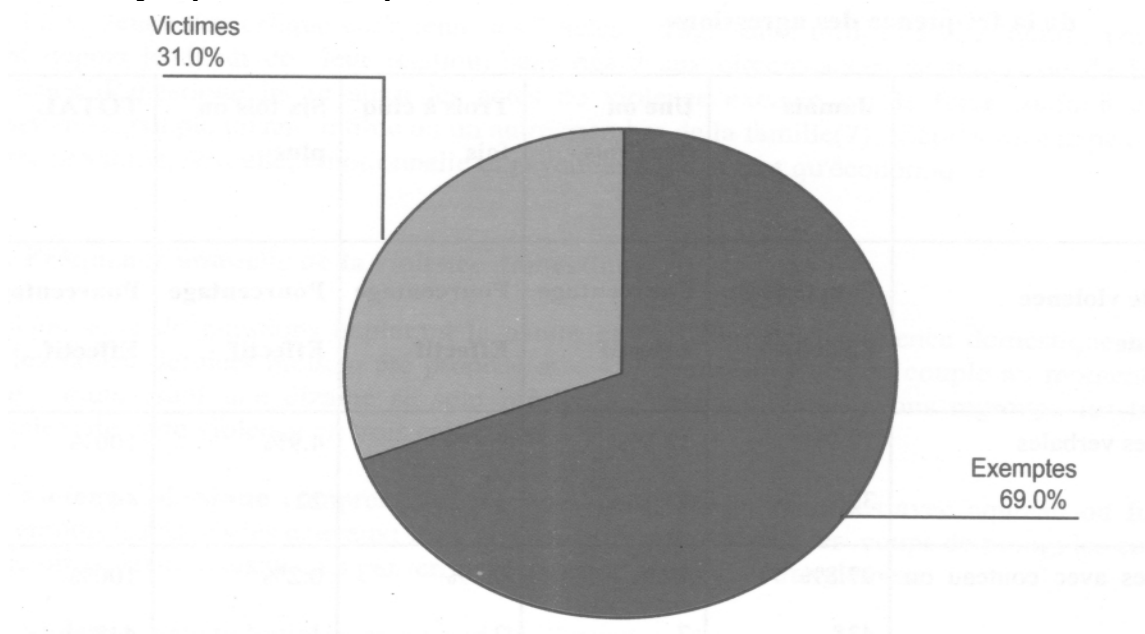
a) Taux de violence physique domestique annuelle

La violence domestique physique a touché 31 % des femmes (139 sur 449) au moins une fois au cours des douze derniers mois(graphique 20). Le tableau 28 des différents actes d'agression domestique physique indique que 27.1 %, environ 3 hommes sur 10 a menacé sa conjointe de la battre au moins une fois durant l'année. Mentionnons, à titre d'exemple, que 16 % des femmes ont été giflées, 11 % frappées à coup de poing ou avec un objet.

Tableau 28 : **Pourcentage de femmes victimes de la violence physique domestique en fonction de la fréquence des agressions**

	Jamais	Une ou deux fois	Trois à cinq fois	Six fois ou plus	TOTAL
Type de violence physique	Pourcentage effectif	Pourcentage effectif	Pourcentage effectif	Pourcentage effectif	Pourcentage effectif
Menaces verbales	72.9% 326	12.8% 57	9.4% 42	4.9% 22	100% 447
Menaces avec couteau ou fusil	97.8% 438	1.6% 7	0.4% 2	0.2% 1	100% 448
Empoignades par les cheveux	96.7% 433	2.0% 9	1.1% 5	0.2% 1	100% 448
Gifles ou torsion de bras	83.7% 375	9.6% 43	6.0% 27	0.7% 3	100% 448
Coup de poign ou avec un autre objet	88.8% 339	6.5% 29	4.0% 18	0.7% 3	100% 448
Renversements par terre ou coups de pieds	89.5% 401	5.0% 24	4.0% 18	1.1% 5	100% 448
Etranglement	96.9% 434	2.0% 9	0.7% 3	0.4% 2	100% 488

Violence Physique Domestique



Graphique 20: **Taux de la violence physique domestique au cours des douze Derniers mois.**

Le tableau 28 montre que pratiquement toutes les femmes (121/139) victimes de violence domestique physique sont aussi verbalement menacées. Ce qui n'implique pas nécessairement que toutes les femmes menacées verbalement soient physiquement agressées. De fait, le tiers des femmes menacées verbalement ne subissent pas d'agressions physiques. Le tableau montre également que les femmes victimes de violence physique (les cinq dernières catégories du tableau) la subissent sous plusieurs formes puisque le nombre de fois où les victimes signalent une forme d'agression est supérieur à l'effectif des victimes.

Afin de comparer le taux de la violence physique au Rwanda à celui mesuré en Ouganda en 2001, il faut restreindre l'effectif des victimes rwandaises aux cinq dernières formes d'agression en excluant les menaces verbales les moins graves. L'effectif passe alors de 139 à 96 et le taux rwandais chute à 20.7 % : ce qui est très comparable au taux ougandais de 19.9 %.

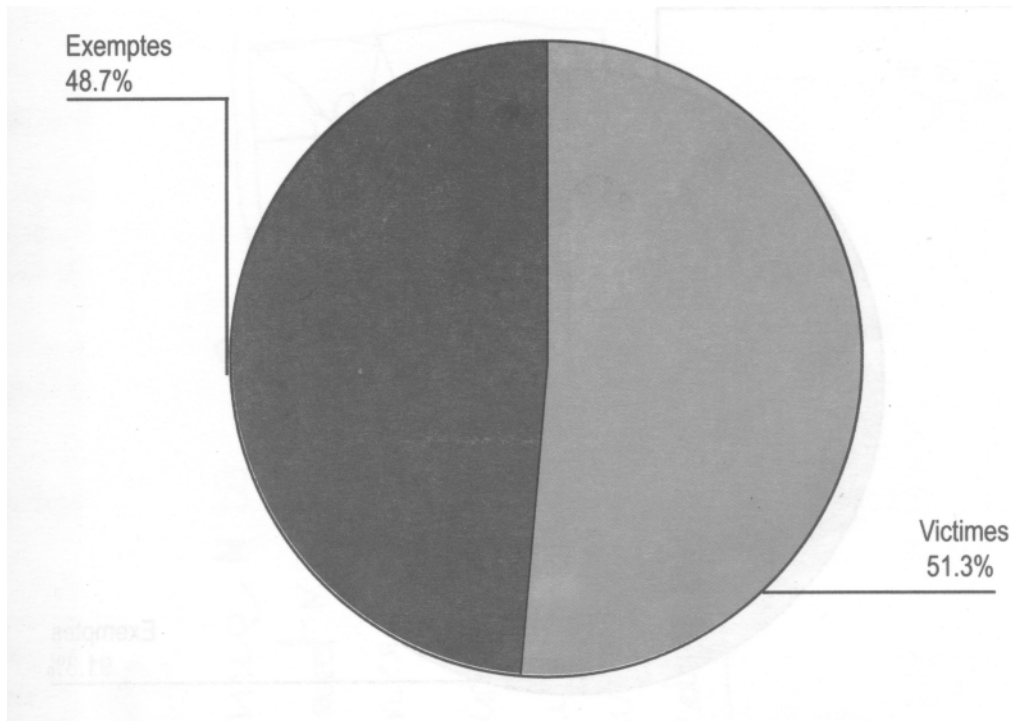
b) Violence domestique émotionnelle et psychologique

Les agressions émotionnelles et psychologiques sont très fréquentes dans les ménages puisqu'une femme sur deux (51.4 %) rapportent en avoir été la victime au moins une fois durant la dernière année (graphique 21). Cette violence prend la forme d'insultes et de propos blessants pour 47.5 % des femmes et de restriction de mouvements et de visites aux parents pour environ 3 femmes sur 10 (27%). De plus un homme sur cinq (21.0%) a refusé au moins une fois de donner à sa conjointe l'argent nécessaire aux besoins de la famille (tableau 29).

Tableau 29 : Taux de violence psychologique par type d'agressions

	Jamais	1 ou 2 fois	3 à 5 fois	6 fois ou plus	TOTAL
Type de violence psychologique	%	%	%	%	Effectif
Limitation des visites aux parents et amis	86.4%	7.4%	4.7%	1.6%	448
Contrôle de la participation aux Activités communautaires et féminines	93.5%	3.1%	2.3%	1.1%	448
Privation de soins de santé et de médicaments	96.9%	0.7%	1.5%	0.9%	448
Privation de l'argent nécessaire à la satisfaction des besoins courants	79.0%	10.0%	6.9%	4.1%	448
Insultes et cruauté verbale	52.5%	20.5%	19.2%	7.8%	448

Violence Psychologique Domestique



Graphique 21 : **Pourcentage de femmes victimes de la violence psychologique domestique au cours des douze derniers mois.**

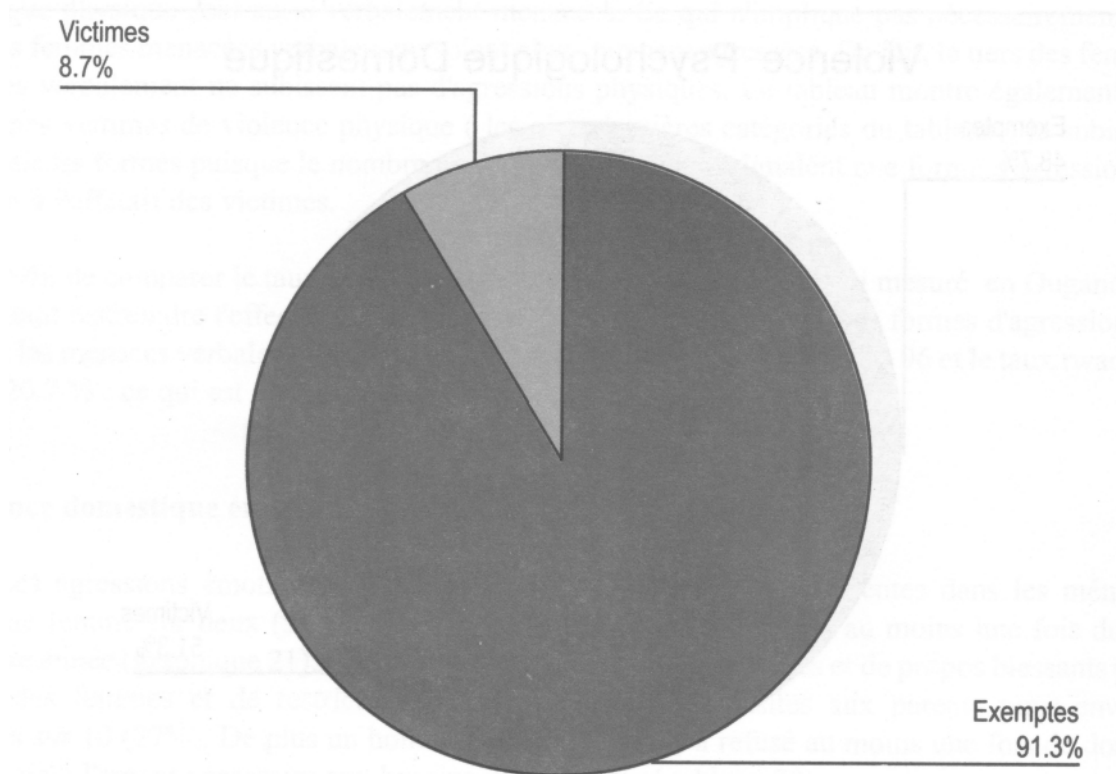
c) Taux annuel de violence sexuelle domestique

La violence sexuelle est la forme de violence la moins évoquée par les femmes : 8.7 % des répondantes ayant un partenaire en font état (graphique 22). Il s'agit surtout de rapports sexuel imposés par ce dernier selon 8.3 % des femmes (tableau 30)

Tableau 30: **Pourcentage de femmes victimes de la violence sexuelle domestique en fonction d la fréquence des agressions**

	Jamais	1 ou 2 fois	3 à 5 fois	6 fois ou plus	TOTAL
Type de Violence	%	%	%	%	Effectif
Rapport sexuels imposé avec le conjoint	91.7%	4.9%	2.2%	1.1%	4448
Rapport sexuels avec d'autres personnes Imposées par le conjoint	99.1%	0.7%	0.0%	0.2%	448

Violence sexuelle domestique

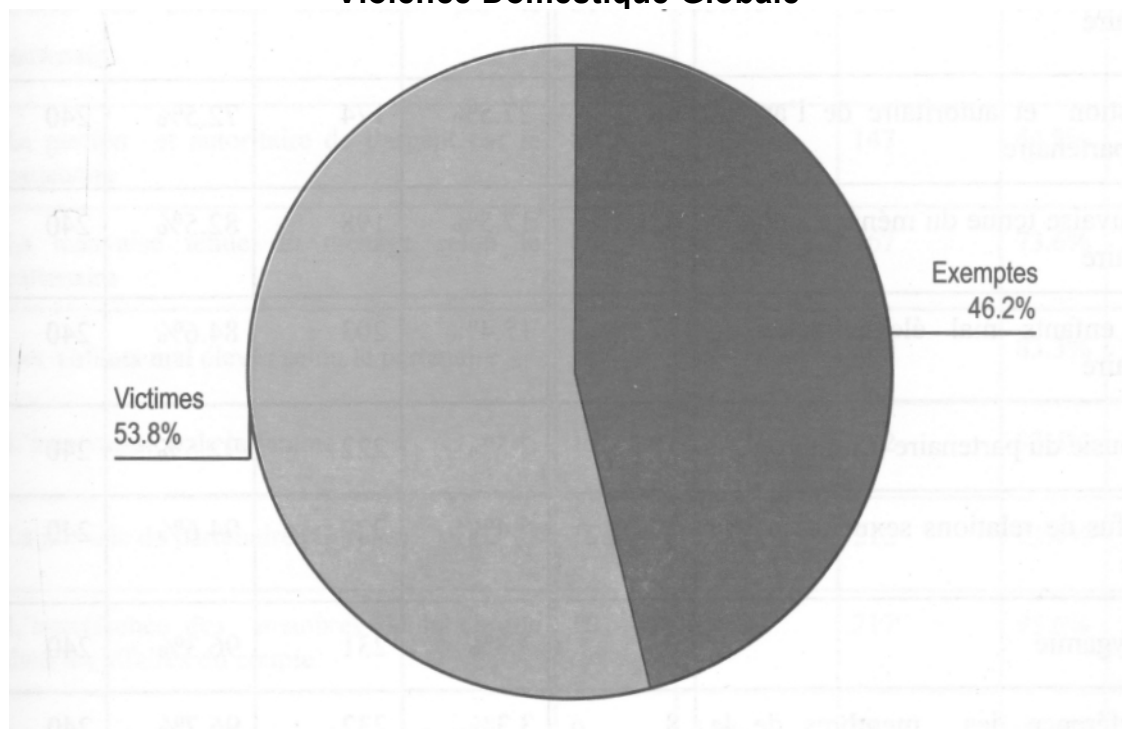


Graphique 22: **Pourcentage de femmes victimes de la violence sexuelle domestique au cours des douze derniers mois**

d) Taux de la violence domestique globale

Le pourcentage des femmes victimes de violence domestique, toutes formes de violence confondues, est de 53.8% (241 femmes sur 448)(graphique 23). Rappelons que c'est la violence psychologique, avec un taux de 51.4 %, qui détermine ce taux élevé. La violence domestique, plus particulièrement psychologique, est à mettre en relation avec la fréquence mensuelle des disputes au sein du couple qui est, elle aussi, de 51.6 % selon les réponses données à une question supplémentaire.

Violence Domestique Globale



Graphique 23 : **Taux annuel de la violence domestique globale.**

Examinons maintenant le point de vue des femmes sur l'évolution de la violence domestique depuis le génocide de 1994. A ce sujet, 13.4% des 238 femmes violentées considèrent que le niveau d'agression a baissé, 43.7% qu'il est stable et 17.6% que la situation s'est aggravée.

Par ailleurs la perception globale des 449 femmes interrogées sur la violence domestique est plus optimiste puisque 62.3% considèrent qu'elle a sensiblement baissé.

III.4.2. Principales causes de la violence domestique

Les 240 femmes violentées qui ont répondu à cette question attribuent les agressions aux causes suivantes : l'abus des boissons alcoolisées (42.5%); le contrôle et l'utilisation de l'argent (27.5%); les plaintes relatives aux travaux domestiques (17.5%) et aux soins des enfants (15.4% (tableau 31). Notons que les disputes de ménages sont attribuées aussi à ces mêmes causes : l'abus d'alcool (35.7%); les questions d'argent (35.2%); les plaintes relatives aux travaux ménagers (26.4%) et aux soins des enfants (16.7%) (tableau 32).

Tableau 31 : Classement des principales causes de la violence domestique

Causes de la violence domestique	Réponses affirmatives		Réponses négatives		Total
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
L'abus de boissons alcoolisées par le partenaire	102	42.5%	138	57.5%	240
La gestion et autoritaire de l'argent par le partenaire	66	27.5%	174	72.5%	240
La mauvaise tenue du ménage selon le partenaire	42	17.5%	198	82.5%	240
Les enfants mal élevés selon le partenaire	37	15.4%	203	84.6%	240
La jalousie du partenaire (Gufuha)	18	7.5%	222	92.5%	240
Les refus de relations sexuelles par la femme	1	5.4%	227	94.6%	240
La polygamie	9	3.8%	231	96.3%	240
L'interférence des membres de la famille dans les affaires du couple	8	3.3%	232	96.7%	240
L'insoumission de la femme	7	2.9%	233	97.1%	240
L'infidélité de la femme	6	2.5%	234	97.5%	240
Les sorties non justifiées selon le partenaire	1	0.4%	239	99.6%	240
Le travail à l'extérieur qui selon le partenaire nuit à la vie familiale	1	0.4%	239	99.6%	240
Le complexe d'infériorité du partenaire d'une femme plus éduquée	1	0.4%	239	99.6%	240
Autres	33	13.8%	207	86.3%	240

Tableau 32: Classement des principales causes de disputes dans les ménages

Causes de disputes	Réponses affirmatives		Réponses négatives		Total
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
L'abus de boissons alcoolisées par le partenaire	81	35.7%	146	64.3%	227
La gestion et autoritaire de l'argent par le partenaire	80	35.2%	147	64.8%	227
La mauvaise tenue du ménage selon le partenaire ,	60	26.4%	167	73.6%	227
Les enfants mal élevés selon le partenaire	38	16.7%	189	83.3%	227
L'insoumission de la femme	15	6.6%	212	93.4%	227
La jalousie du partenaire (Gufuha)	15	6.6%	212	93.4%	227
L'interférence des membres de la famille dans les affaires du couple	10	4.4%	217	95.6%	227
Les refus de relations sexuelles par la femme	9	4.0%	218	96.0%	227
La polygamie	8	3.5%	219	96.5%	227
Les sorties non justifiées selon le partenaire	6	2.6%	221	97.4%	227
L'infidélité de la femme	4	1.8%	223	98.2%	227
Le travail à l'extérieur qui selon le partenaire nuit à la vie familiale	3	1.3%	224	98.7%	227
Le complexe d'infériorité du partenaire d'une femme mieux éduquée	2	0.9%	225	99.1%	227
Autres	30	13.2%	197	86.8%	227

Le lien entre la violence domestique et l'abus des boissons enivrantes consommées par l'agresseur est hautement significatif (probabilités < 0.05) pour chacun des différents types de violence physique, psychologique et sexuelle lorsque c'est l'homme qui a bu (tableaux 33 et tableau 34) Il n'est pas significatif lorsque la femme a bu, sauf dans les cas de violence physique.

Tableaux 33 : **Association entre la violence domestique et la consommation de boissons alcoolisées par l'homme**

Consommation de boissons alcoolisées par l'homme et la Violence Physique domestique

		Violence Physique Effectifs		Total
		Absence	1 Présence	
Consommation de boissons alcoolisées	Non	102	23	125
	Oui	151	96	247
Total		253	119	372

Consommation de boissons alcoolisées par l'homme et la Violence Psychologique Domestique

		Violence Psychologique Effectifs		Total
		Absence	Présence	
Consommation de boissons alcoolisées	Non	72	53	125
	Oui	104	143	247
Total		176	196	372

Consommation de boissons alcoolisées par l'homme et Violence Sexuelle domestique

		Violence Sexuelle Effectifs		Total
		Absence	Présence	
Consommation de boissons alcoolisées	Non	1120	15	1125
	Oui	1216	130	1246
Total		1336	135	1371

Tableau 34 : **Test d'association entre les différentes formes de la violence domestique et la consommation de boissons alcoolisées par l'homme**

	Khi-deux corrigée	Degrés de liberté	Probabilité associée
La Violence Physique Domestique	15.053	1	0.000
La Violence Psychologique Domestique	7.384	1	0.007
La Violence Sexuelle Domestique	5.591	1	0.018

Tableau croisé 35 : **Association entre la violence Physique domestique et la consommation de boissons alcoolisées par la femme**

		Violence Physique Domestique		Total
		Femmes exemptes	Femmes victimes	
Consommation de boissons alcoolisées	Oui	138	50	188
	Non	115	68	183
Total		253	118	371

Tableau 36 : **Test d'association entre la violence physique domestique et la consommation de boissons alcoolisées par la femme**

Type de violence	Khi-deux corrigée	Degrés de liberté	Probabilité associée
Violence Physique	4.296	1	0.038

III.4.3. Facteurs socio-économiques favorisant l'expression de la violence domestique

Il semble que le risque de violence domestique augmente lorsque la conjointe exerce une activité professionnelle et rémunératrice à l'extérieur de la maison particulièrement lorsqu'elle fait du commerce. Son risque d'être violentée est aussi plus élevé si son conjoint est commerçant. (tableau 37).

Tableau 37 : **Test d'association des facteurs socio-économiques à la violence domestique**

		Violence domestique générale		Probabilité associée
Caractéristiques socio-économiques		Exemptes	Victimes	
Elle est dans le secteur d'Agri-Elevage				
Oui	Effectif observé	111	111	0,005
	Effectif théorique	100,6	121,4	
Non	Effectif observé	19	46	
	Effectif théorique	29,4	35,6	
Commerce				
Elle est dans le secteur du commerce	Effectif observé	7	26	0,006
	Effectif théorique	14,9	18,1	
Elle n'est pas dans le secteur du commerce	Effectif observé	123	131	
	Effectif théorique	115,1	138,9	
Caractéristiques du partenaire				
Secteur du commerce				
Le partenaire est dans le secteur du commerce	Effectif observé	9	34	0,002
	Effectif théorique	18,7	24,3	
Le partenaire n'est dans le secteur pas du commerce	Effectif observé	132	149	
	Effectif théorique	122,3	158,7	

La violence physique touche davantage les femmes qui exercent un emploi rémunéré et dont les partenaires sont moins instruits qu'elles (tableau 38) ; elle touche moins les femmes agricultrices. La violence psychologique touche davantage les femmes qui font du commerce et dont le mari est commerçant ; elle touche moins les agricultrices et les femmes qui ont participé au choix de leur conjoint (voir tableau 39). La violence sexuelle touche plus particulièrement les femmes sans enfant ou celles qui ont un emploi extra-agricole. (tableau 40).

Tableau 38 : Tests d'association des facteurs socio-économiques et de la violence physique domestique

		Violence physique domestique		
Caractéristiques socio-économiques		Absence	Présence	Probabilité associée
Nombre d'adultes vivant dans le				
Aucun	Effectif observé	16	1	0,038
	Effectif théorique	11,7	5,3	
1 à 4	Effectif observé	284	136	
	Effectif théorique	290,0	130,0	
5 et plus	Effectif observé	10	2	
	Effectif théorique	8,3	3,7	
Elle est chef de ménage				
Non	Effectif observé	258	127	0,033
	Effectif théorique	265,8	119,2	
Oui	Effectif observé	52	12	
	Effectif théorique	44,2	19,8	
Elle est dans le secteur d'Agri-Elevage				
Oui	Effectif observé	159	64	0,024
	Effectif théorique	151	72	
Non	Effectif observé	36	29	
	Effectif théorique	44	21	
Caractéristiques du partenaire				
Ecriture				
Il ne sait pas écrire	Effectif observé	82	45	0,025
	Effectif théorique	86,7	40,3	
Il écrit difficilement	Effectif observé	29	23	
	Effectif théorique	35,5	16,5	
Il écrit sans difficulté	Effectif observé	184	68	
	Effectif théorique	172,1	79,9	
Emploi rémunéré				
Il a un emploi rémunéré	Effectif observé	212	113	0,024
	Effectif théorique	221,9	103,1	
Il n'a pas d'emploi rémunéré	Effectif observé	83	24	
	Effectif théorique	73,1	33,9	

Tableau 39: **Tests d'association des facteurs socio-économiques et de la violence psychologique domestique**

		Violence psychologique domestique		
Caractéristiques socio-économiques		Femmes exemptes	Femmes victimes	Probabilité associée
Elle est chef de ménage				
Non	Effectif observé	179	204	0,049
	Effectif théorique	186,8	196,2	
Oui	Effectif observé	39	25	
	Effectif théorique	31,2	32,8	
Secteur de l'Agri-élevage				
Elle travaille dans l'agriculture	Effectif observé	118	103	0,002
	Effectif théorique	106,6	114,4	
Elle ne travaille pas dans l'agriculture	Effectif observé	20	45	
	Effectif théorique	31,4	33,6	
Commerce				
Elle est dans le secteur du commerce	Effectif observé	7	26	0,002
	Effectif théorique	15,9	17,1	
Elle n'est pas dans le secteur du commerce	Effectif observé	131	122	
	Effectif théorique	122,1	130,9	
Caractéristiques du partenaire				
Secteur du commerce				
Le partenaire est dans le secteur du commerce	Effectif observé	11	32	0,005
	Effectif théorique	20,1	22,9	
Le partenaire n'est pas dans le secteur du commerce	Effectif observé	140	140	
	Effectif théorique	130,9	149,1	
Historique du mariage				
Choix du mari				
Les deux ont choisi	Effectif observé	183	184	0,043
	Effectif théorique	175	192	
L'un d'eux ou d'autre quelqu'un a choisi	Effectif observé	23	42	
	Effectif théorique	31	34	

Tableau 40 : **Tests d'association des facteurs socio-économiques à la violence sexuelle domestique**

		Violence sexuelle domestique		
<i>Caractéristiques socioéconomiques</i>		Absence	Présence	Probabilité associée
Nombre d'enfants vivant dans le ménage				
Aucun	Effectif observé	21	6	0,036
	Effectif théorique	24,6	2,4	
1-4	Effectif observé	298	26	
	Effectif théorique	295,8	28,2	
5 et plus	Effectif observé	90	7	
	Effectif théorique	88,6	8,4	
Elle est dans le secteur d'agri-elevage				
Oui	Effectif observé	203	19	0,042
	Effectif théorique	198	24	
Non	Effectif observé	53	12	
	Effectif théorique	58	7	

III.4.4. Relation entre la violence domestique actuelle et celle qui a été vécue par le conjoint dans l'enfance

Selon les 426 femmes mariées qui ont répondu à la question sur la violence subie dans l'enfance par leur conjoint, plus de la moitié (53.3%) des femmes reconnaissent qu'il en a été victime; 12.4% qu'il n'en a pas subi et 34.3% déclarent ne pas le savoir (tableau 41).

Tableau 41 : **Taux de violence subie dans l'enfance par le conjoint**

Violence dans l'enfance du conjoint selon ce qu'en sait la conjointe	Effectif	Pourcentage	Pourcentage cumulée
Absence	53	12.4%	12.4%
Présence	227	53.3%	65.7%
N'en sait rien	146	34.3%	100-0.0%
Total	426	100.0%	

La relation entre la violence physique et psychologique actuelle et la violence subie dans l'enfance par le conjoint est forte. Lorsque les femmes ne connaissent pas le passé de leur conjoint, elles sont plus victimes, en terme de fréquence, ou de variété d'actes d'agression domestique (tableaux d'agression 42,43).

Tableau 42 : **Association entre la violence physique domestique et la violence subie dans l'enfance par le partenaire.**

		Violence Physique domestique		Effectif total
		Absence	Présence	
Violence dans l'enfance	Non	30	21	51
	Oui	164	55	219
	Ne sait pas	90	55	145
Effectif total		284	131	415
Khi-deux		9.120		
Probabilité associée		0.010		

Tableau 43 : **Association entre la violence domestique psychologique et la violence subie dans son enfance par l'homme**

		Violence Psychologique domestique		Effectif total
		Absence	Présence	
Violence dans l'enfance	Non	20	31	51
	Oui	129	90	219
	Ne sait pas	52	93	145
Total		201	214	415
Khi-deux		20.524		
Probabilité associée		0.000		

III.4.5. Les aspects sociaux de la violence domestique

Nous constatons qu'une femme en âge de reproduction sur deux a subi au moins un acte de violence domestique récemment. Il y a lieu de se demander si ce comportement est associé à certaines attitudes, croyances ou stéréotypes. Le tableau 44 résume l'opinion des femmes sur quelques-uns des traits sociaux qui caractérisent les rapports conjugaux.

Tableau 44: Opinion des femmes sur les traits sociaux qui peuvent affecter les rapports de couple

Types d'attitudes et de comportements	Plutôt d'accord	Pas d'accord	Sans avis	Total
Les problèmes conjugaux ne se discutent pas à l'extérieur de la famille	77.8%	19.8%	2.4%	100%
Des personnes extérieures doivent intervenir lorsqu'un homme maltraite sa femme.	75.8%	22.3%	1.9%	100%
L'épouse exemplaire doit une obéissance inconditionnelle à son mari	67.7%	30.9%	1.4%	100%
La femme doit accepter d'avoir des rapports Sexuels avec son mari même si elle n'en a pas envie	63.6%	32.0%	4.4%	100%
Il est important pour un homme d'imposer son autorité à sa femme	54.6%	43.2%	2.2%	100%
Une femme doit pouvoir choisir ses amis même sans l'accord de son mari.	26.2%	71.1%	2.8%	100%

Les traits que l'étude nous permet de dégager sont les suivants : La confidentialité des informations relatives aux affaires familiales est une règle qui s'impose selon quatre femmes sur cinq (77.8%). Les femmes peuvent cependant demander du secours à un tiers en cas de violence domestique grave (75.8%). Il est largement admis (71.1%) que les conjoints décident du choix des amies de leurs conjointes. Idéalement les femmes doivent une entière obéissance à leur mari selon deux femmes sur trois (67.7%) ce qui est aussi le cas dans les rapports sexuels (63.6 %). Enfin,, il est important de se montrer soumise et de préserver l'image d'autorité du mari pour plus de la moitié des femmes. L'apprentissage familial et social des rôles que doit jouer chacun des sexes explique sans doute la permanence de ce modèle relationnel d'autorité (tableau 45).

Tableau 45 : **Les raisons invoquées " pour justifier " un homme qui bat sa Femme**

Raisons pouvant justifier un homme qui bat sa partenaire	D'accord	Pas d'accord	Sans avis	Total
L'adultère	76.6%	22.0%	1.4%	100%
Le refus d'avoir des rapports sexuels	50.7%	46.4%	2.9%	100%
La désobéissance	47.0%	51.7%	1.4%	100%
La négligence des travaux domestiques	31.7%	67.2%	1.1%	100%
Les soupçons d'adultère par l'homme (l'homme soupçonne sa partenaire)	14.0%	84.3%	1.7%	100%
Les soupçons d'adultère par la femme (la femme soupçonne son partenaire)	9.7%	88.8%	1.7%	100%

L'adultère de la femme est une raison valable, selon les trois quarts des femmes (76.6%), autorisant un mari à battre sa femme. Il ne peut cependant se permettre de le faire s'il la soupçonne (14.0 %) de le tromper ou si elle le soupçonne (9.7 %) de la tromper. Une femme sur deux considère qu'elle peut être frappée par son mari si elle refuse de coucher avec lui ou si elle lui désobéit. Un tiers des femmes trouve normal d'être frappée si la maison n'est pas bien entretenue.

Tableau 46 : **Raisons de refuser les rapports sexuels avec le conjoint (Effectif de 722 femmes)**

Raisons de refuser les contacts sexuels	D'accord	Pas d'accord	Sans avis
La maladie	84.1%	14.1%	1.8%
Les mauvais traitements (l'homme qui maltraite sa partenaire)	57.8%	40.0%	2.2%
L'ivresse	52.4%	44.7%	2.9%
Le manque d'envie	25.8%	71.6%	2.6%

Par ailleurs, les femmes (84.1°10) sont d'avis que leur mari ne peut leur imposer des rapports sexuels lorsqu'elles sont malades. L'ivresse du mari et les mauvais traitements sont des motifs acceptables de refuser les rapports sexuels pour une femme sur deux (52.4% et 57.8% respectivement). Par contre il ne paraît pas acceptable pour 71 .6 % des femmes de refuser d'avoir des rapports sexuels au motif qu'elles n'en ont pas envie (tableau 46).

En bref, de l'avis de la majorité des femmes, l'épouse idéale est fidèle, disponible et soumise à son mari et elle supporte les violences domestiques.

III.4.6. L'assistance aux femmes victimes de violence domestique

La violence domestique est considérée comme une affaire privée. Près de la moitié des femmes violentées n'en ont parlé à personne (45.6 %). Les autres se sont confiées à une amie (30.3%) ; un membre de leur belle-famille (14.5%) ; leur mère (11.7%) ; leur père (5.8°10) ou un frère (5.4%). Un petit nombre d'entre elles ont cherché de l'aide auprès de l'administration locale (5.8%) ou de la police (0.4°10). Ces femmes, du moins 45.0% d'entre elles, ne font pas confiance aux services sociaux et n'en attendent aucun secours. Elles préfèrent oublier (30.8%) et prier (22.1%).

En cas de récurrence, les femmes, de l'avis de 71.4 % d'entre elles, ne prendront pas de mesures pour faire cesser la violence. Elles en parleront probablement au sein de la famille (45.5%,) contacteront les autorités administratives locales (27.1 %), ou en parleront à une amie (11.8%).

III.4.7. Les séquelles physiques de la violence domestique et le recours aux soins médicaux

Chez une femme sur cinq, sur 571 personnes qui au cours de leur vie ont eu un partenaire intime, les coups reçus au foyer ont laissé des cicatrices douloureuses (20.0%) . Chez 8.6 % des femmes, ils ont causé une blessure grave ou une fracture osseuse ou un arrachement de dent. Le nombre d'incidents ayant laissé des cicatrices douloureuses pendant les douze derniers mois varie de 1 à 20 par femme alors que le nombre d'incidents qui ont occasionné des séquelles beaucoup plus graves varie de 1 à 7 par femme sur la même période(voir tableau 47).

Des soins de santé ont été fournis à 43 femmes au total dont 30 se sont présentées une seule fois dans les services de soins, 5 femmes deux fois, 4 femmes 3 fois et les 4 autres plus de trois fois pendant les douze derniers mois. 31 femmes ont été soignées en clinique interne dont 23 victimes une seule *fois*, 3 deux *fois*, 3 autres trois fois et les deux restantes plus de trois fois au cours de l'année précédente (voir tableaux 48, 49).

Sur les 43 femmes qui se sont faites soigner, 20 d'entre elles n'ont pas révélé au personnel soignant l'origine de leurs ennuis de santé, 11 femmes l'ont fait de temps en temps et 11 autres l'ont fait systématiquement. Ainsi, environ 50% des cas de violences domestiques les plus graves ne sont pas recensés par les services de santé.

Tableau 47: **Pourcentages des femmes marquées par la violence domestique**

Conséquences de la violence Domestique	Absence		Présence		Total
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Cicatrices douloureuses	457	70.0%	114	20.0%	571
Blessures graves, fractures osseuses ou arrachement de dents	522	91.4%	49	8.6%	571

Tableau 48: **Fréquence de fréquentation des services de santé par les victimes de la violence domestique pendant les douze derniers mois**

Nombre de visites dans les services de soins	Effectif	Pourcentage	Pourcentage cumulé
1	30	69.8	69.8
2	5	11.6	81.4
3	4	9.3	90.7
4	1	2.3	93.0
5	1	2.3	95.3
8	1	2.3	97.7
10 i	1	2.3	100.0
Total	43	100.0	

Tableau 49 : **Fréquence d'admission en clinique interne pour soins par les victimes de la violence domestique pendant les 12 derniers mois**

Nombre d'admissions en clinique interne	Effectif	Pourcentage	Pourcentage
1	23	74.21	74.2
2	3	9.71	83.9
3	3	9.7	93.5
4	1	3.2	96.8
6	1	3.2	100.0
Total	31	100.0	

Les femmes qui sont objet de violence domestique quittent parfois le domicile conjugal (kwahukana) : 193 femmes sur 570 (33.0 %) déclarent l'avoir fait au moins une fois depuis leur première expérience de vie de couple. Parmi les 193 femmes, 84 ont abandonné le domicile conjugal une fois, 47 deux fois et 28 trois fois (voir tableau 50).

Tableau 50: Fréquence d'abandons du domicile conjugal par la femme pendant les douze derniers mois

Nombre de fois d'abandon du domicile	Effectif	Pourcentage	Pourcentage
1	84	43.5	43.5
	47	24.4	67.9
3	28	14.5	82.4
4	6	3.1	85.5
	9	4.7	90.2
	4	2.1	92.2
	4	2.1	94.3
10	4	2.1	96.4
12	3	1.6	97.9
20	2	1.0	99.0
N'avait pas de partenaire à cette époque	1	.5	99.5
Donnée manquante (99)	1	.5	100.0
Total	193	100.0	

III.4.8. Les actes violents commis par la conjointe et d'autres membres de la famille

Le questionnaire explorait aussi les actes de violence commis par la conjointe et les autres membres de la famille mais en se limitant à l'aspect physique. A ce sujet dix femmes sur 603 (moins de 2 %) ont frappé, au moins une fois durant leur vie de couple, leur conjoint sans avoir été provoqué, cinq femmes l'ont fait, il y a moins d'un an. Environ une répondante sur dix (8.9 %) a été impliquée dans un conflit violent; soit avec un membre de même sexe de sa propre famille (15 femmes sur 64) ou un membre de même sexe de sa belle-famille(12 femmes sur 64). Les répondantes ont aussi été frappées par leur père (7 femmes sur 64) et par leur mère (également 7 sur 64).

III.5. SANTE MENTALE DES FEMMES

En plus des problèmes de violences communautaire et domestique, l'étude s'est intéressée à la santé mentale des femmes en général. Elle a montré que les femmes souffrent de séquelles psychologiques sous forme d'efforts pour éviter de se remémorer des événements traumatisants pour 44.8% de 721 femmes, de stratégies pour fuir toute chose qui puisse leur rappeler leur passé douloureux pour 42.3%, de réminiscences pénibles pour 42.3% et d'images rétrospectives du passé pour 35.6%. Les détails pour les différentes formes de souffrance psychologique des femmes sont dans le tableau 51.

Tableau 51 : **Pourcentages de femmes qui connaissent des problèmes de santé Mentale**

Problèmes psychologiques liés aux événements traumatisants	Fréquence des manifestations				
	Janvier	Rarement	Parfois	Souvent	Effectif total
Fournir des efforts pour oublier ce qui s'est passé	55.2%	15.4%	13.9%	15.5%	721
Eviter toute chose qui puisse rappeler le passé(*)	57.6%	14.8%	11.9%	15.5%	721
Se remémorer fréquemment ce qui s'est passé	57.7%	12.3%	16.4%	13.6%	721
Revoir des images rétrospectives pénibles	64.4%	12.6%	10.5%	12.5%	721
Etre toujours anxieuse	68.1%	13.6%	10.3%	8.0%	721
Vivre en permanence dans l'épouvante	69.8%	11.8%	11.0%	7.5%	721
Etre insensible	70.0%	13.5%	8.7%	7.8%	721
Ne pas accepter la réalité des faits (*)	71.2%	10.8%	10.1%	7.6%	721

(*) Certaines femmes ont dit ne pas savoir s'ils vivent ces problèmes psychologiques par conséquent le total des pourcentages est inférieur à 100%.

En plus des troubles psychologiques, les femmes se plaignent également de problèmes physiques tels que les céphalées (16.4%), l'anorexie(14.3%), les dorsalgies(7.2%) et les maux de ventre(5.8%). Les problèmes respiratoires et la boulimie affectent respectivement 3.6% et 0.4% des 721 femmes. Au cours des dernières semaines, certaines ont eu envie de mourir (6.4 %) ou ont tenté de se suicider (2%).

En période de crise, les femmes pensent chercher du réconfort dans la prière (33.0%), dans l'échange de confidences entre amies (23.4%), au sein de la famille (18.2%). Dans une moindre mesure, elles s'adresseraient aux services de santé (10.4%) et aux associations féminines (9.2%).

III.6. COMPARAISON AVEC D'AUTRES ENQUETES RÉCENTES

Malgré les différences méthodologiques, les spécificités culturelles et les particularités de l'histoire récente, il est possible de comparer la prévalence rwandaise de la violence fondée sur le sexe et le genre à celle d'autres pays. Nous disposons à cet égard des données d'une enquête sur la violence globale réalisée récemment par l'IRC en 2002 au Timor oriental (6), et des résultats d'une étude sur la violence domestique physique réalisée en 2000-2001 en Uganda dans le District du Rakai (5). La première comparaison rapprochera deux populations qui ont vécu des explosions de violence et la seconde des populations qui vivent dans des environnements plus ou moins similaires.

a) Comparaison avec le Timor Oriental

Au Timor Oriental, les taux de violence communautaire ont baissé et se sont stabilisés après le conflit à 7.3% pour la violence physique et 11.8% pour la violence sexuelle. Au Rwanda la valeur moyenne annuelle de ces taux est de 2.8 % pour la violence communautaire physique et de 4.9 pour la violence communautaire sexuelle. En d'autre terme, une femme rwandaise en âge de reproduction court deux fois moins de risques d'être agressée par une personne extérieure à sa famille qu'une Timoraise (voir tableau 52). Il faut se rappeler que la guerre au Timor Oriental était plus récente que la guerre et le génocide rwandais, au moment de l'enquête. Pour fin de comparaison, les valeurs rwandaises ont été recalculées après avoir reclassé la " privation d'eau et de nourriture " parmi les violences physiques et avoir retiré " la présence sur les lieux d'un viol " et " l'obligation de se soumettre à des rapports sexuels pour des fins alimentaires " des violences sexuelles.

Tableau 52 : **Pourcentages de victimes de la violence communautaire en Timor orientale et au Rwanda**

Pourcentage par Type de Violence Communautaire	Timor Oriental N=288		Rwanda* N= 722
	Pendant la crise	Après la crise	
	Sur 12 mois	Sur 12 mois	Sur 5 ans
de Victimes de la Violence Physique	27.1%	7.3%	14.0%
% de victimes de la Violence Sexuelle	25.0%	11.8%	24.4%

(*) Ces pourcentages ont été recalculés pour des fins de comparaison avec le Timor oriental.

En ce qui concerne la violence domestique, on a également reclassé pour fin de comparaison les actes de violence. Les actes d'intimidation et de contrôle comprennent la limitation des visites à la famille et aux amis, la privation de soins de santé et le refus de contribuer financièrement à l'achat de nourriture. Les abus verbaux incluent les insultes, les menaces de coup avec ou sans armes. Les assauts physiques comprennent les empoignades par les cheveux, les gifles ou torsions de bras, les coups de poing et les coups avec objet ; les renversements par terre et les coups de pieds et l'étranglement. Les relations sexuelles forcées incluent les rapports sexuels forcés avec le conjoint ou avec les amis du conjoint.

Nous pouvons tirer la même conclusion que pour la violence communautaire en ce qui regarde les assauts physiques (21 % par rapport à 25 % à Timor) et les relations sexuelles forcées (9 % par rapport à 16% à Timor). Par contre en ce qui concerne les intimidations, le pouvoir et le contrôle exercé sur sa conjointe (28 % au Rwanda et 14 % au Timor Oriental) et les abus verbaux (50 % au Rwanda et 14 % au Timor Oriental) sont beaucoup plus fréquents au Rwanda qu'au Timor Oriental (tableau 53).

Tableau 53 : Comparaison de la violence domestique en Timor Oriental et au Rwanda

Pourcentage par Type de Violence Domestique	Timor Oriental		Rwanda
	Avant la crise	Après la crise	
	Sur 12 mois	Sur 12 mois	Sur 12 mois
Effectif total	221	221	446
% de Victimes de Contrôle et intimidation	17.32%	14.41%	28.3%
Effectif total	221	221	449
% de Victimes d'abus verbaux	34.39%	30.51%	48.8%
Effectif total	220	220	449
% de Victimes d'assauts physiques	23.78%	24.81%	20.7%
Effectif total	239	239	448
%de Victimes de la violence sexuelle	16.37%	15.71%	8.7%

b) Comparaison avec le District de Rakai en Uganda

Les données nous permettent de comparer les taux de violence domestique physique et les abus verbaux. Pour un échantillon de 5107 personnes, les taux de prévalence annuelle dans le district de Rakai sont pour la violence physique de 19.9% et pour les abus verbaux de 31.3 %. Au Rwanda, ces taux sont respectivement de 20.4% et de 47.5% (voir tableau 54). Les deux échantillons ne se distinguent nettement que par la fréquence des abus verbaux, plus élevée au Rwanda.

Tableau 54 : **Comparaison entre le Rwanda et la Région du Rakai en Uganda par rapport à la violence domestique physique et psychologique**

Type de violence	Rakai District Effectif n= 5107	Rwanda Effectif n=448
Pourcentage de victimes d'abus verbaux	31.3%	47.5%
Pourcentage de victimes de violences physiques	19.9%	20.4%

Ainsi, d'après ces résultats, on peut dire que le taux de violence physique domestique est sensiblement le même dans les deux communautés mais les abus verbaux sont relativement plus élevés au Rwanda (47.5%) que dans le district du Rakai (31.3%).

Compte tenu de la proximité culturelle entre les deux sociétés, on peut comparer aussi les principales causes de la violence domestique citées par les victimes. Au moment où au Rwanda les causes de la violence domestique sont par ordre d'importance : l'alcoolisme, les problèmes d'argent, la négligence des travaux domestiques, les enfants, la jalousie du mari (**gufuha**) et les rapports sexuels dans le couple, dans le district de Rakai, les causes les plus courantes de la violence domestique sont les travaux domestiques, la femme qui n'obéit pas à son partenaire ou aux vieux de la famille, le refus d'avoir des rapports sexuels, les problèmes d'argent et les soupçons du mari.

IV RESULTATS D'INTERVIEW AVEC DES GROUPES CIBLES

Des femmes et des hommes de 21 à 49 ans et des filles et garçons de 15 à 20 ans, regroupées en panels homogènes selon l'âge et le milieu urbain ou rural, ont échangé leurs points de vue sur la nature et les causes de la violence faite aux femmes. Ces exercices visaient à identifier les thèmes des futures campagnes de prévention et de prise en charge des victimes. Au total soixante-six groupes ont complété la démarche. Toutes les informations recueillies, ont été traduites et enregistrées sur support informatique. La brève analyse des différentes rubriques que nous présentons ici saisit les points les plus significatifs de ces discussions. Nous les mettons également en perspective avec les résultats de l'analyse quantitative qui viennent d'être présentés.

IV 1. GROUPES D'ADULTES

IV 1.1. Points de vue des adultes sur les causes générales de la violence.

La " non-scolarisation " des filles a été identifiée, en groupe, comme étant l'une des formes de la violence " sociale " à l'origine de toutes les violences communautaire et domestique. Selon cette opinion très répandue, les femmes analphabètes vivent dans la dépendance et ne peuvent se départir d'un sentiment d'infériorité qui les prive des moyens de s'émanciper et de revendiquer leurs droits. Nous ne trouvons pas corroboration de ce lieu commun dans le sondage. L'enquête qualitative indique au contraire que les femmes un peu plus instruites et autonomes sont plus sujettes à être violentées que les femmes analphabètes.

Il semble également " naturel " de penser que la pauvreté et l'exclusion traditionnelle des femmes du droit de propriété et de l'héritage maintiennent les femmes dans un état de dépendance qui les expose à la violence. Ici encore il faut dire que le lien entre droit familial traditionnel et violence n'est pas vraiment établi puisque, selon le sondage, les femmes les plus enracinées dans le milieu rural sont celles qui se plaignent le moins de violence.

Un autre facteur évoqué dans les groupes de discussion est la haute fréquence des veuves et des orphelines qu'on dit plus particulièrement vulnérables à la violence. Disons à ce sujet qu'il s'agit également d'une hypothèse non corroborée. Le sondage d'opinion ne montre pas d'association significative entre la violence et le statut de chef de ménage des femmes. Une recherche sur un effectif plus considérable de veuves et d'orphelines permettrait de tester plus rigoureusement cette hypothèse.

En somme, il semble bien que les traits sociaux et culturels (éducation, droit familial et isolement des veuves) qui sont les premiers évoqués par l'opinion publique pour expliquer la violence n'aient pas de valeur explicative forte en terme statistique.

IV 1.2. Point de vue des adultes sur le viol

Les participants aux discussions de groupe ont l'impression que les cas de viol, particulièrement les viols sur mineures, extrêmement graves et fort médiatisés, sont très fréquents dans le pays. Il s'agirait d'agressions commises par des parents adoptifs, des tuteurs ou gardiens d'enfant, des éducateurs, des amis ou des membres de la famille ou des jeunes mineurs. On fait aussi état de partenaires sexuels et de parents dans le cas des viols de femmes majeures. A nouveau, les faibles taux de viols enregistrés dans le sondage ne corroborent pas l'impression populaire. Toutefois, il faut noter que dans les discussions en groupe, tout comme dans le sondage, on déplore la non-divulgaration par les victimes de ces crimes extrêmement déshonorants.

Si l'opinion populaire, alimentée par les confidences des femmes et filles violées était fondée, on ne voit pas bien pourquoi les enquêteuses, qui ont pris toutes les précautions nécessaires pour rassurer les répondantes sur la confidentialité des témoignages et l'anonymat des questionnaires, n'auraient pu aussi recueillir de la bouche des victimes des indications valables sur un phénomène que les intéressées jugent grave.

IV 1.3. Opinion des adultes sur la violence domestique

La violence domestique imposée aux femmes, en particulier celle que nous avons qualifiée de " psychologique ", a été abondamment illustrée dans les groupes de discussion. Il s'agit d'insultes, d'humiliations, de privations, de manque de confiance, de non-contribution aux besoins financiers de la famille, de non-communication, du refus de manger à la maison, d'évitement des rapports sexuels et d'adultère. On mentionne aussi l'ostracisme par la belle-famille et la dilapidation des biens familiaux. Quant aux violences physiques, les plus couramment citées sont les menaces et les coups. Cette violence domestique serait surtout imputable à la consommation de boissons alcoolisées et à la pauvreté. Elle serait aggravée par l'attitude de tolérance qui permet aux hommes d'échapper à leurs responsabilités. Ici le sondage et les groupes de discussion se complètent tout à fait. Les hommes renchérissent en évoquant pour justifier leur comportement, les " travers de leurs femmes " tels le gaspillage d'argent, le mauvais entretien du ménage, le recours aux " maléfices " pour s'assurer de la fidélité du mari (**inzaratsi**), la négligence et la paresse.

Pour prévenir la violence domestique les groupes de discussion recommandent à la femme de s'ajuster au code de conduite de la bonne épouse et d'être accueillante et obéissante, de bien s'occuper de sa famille et du ménage et de chercher à plaire à son mari. Ils recommandent à l'homme d'être plus communicatif, de traiter sa femme avec amour et respect et de la faire participer à la vie sociale et communautaire. L'opinion publique alimente donc les stéréotypes exprimés en privé par les femmes. A l'un des sexes le devoir d'obéissance ; à l'autre les bonnes grâces et la bienveillance.

Les groupes de discussion postulent aussi que les femmes ont peu de moyen de s'informer de leurs droits si ce n'est à travers les réunions des associations féminines, religieuses ou publiques et surtout par la radio. Il est vrai qu'il n'est pas encore très courant d'aborder la violence dans un contexte de protection des droits des femmes, encore que le MIGEPROFE et l'IRC le fasse depuis quelques années à la radio. Or la radio est présumée absente du milieu rural au dire des participantes. Nous devons signaler ici, qu'en ce qui concerne la radio rien n'est moins exact, puisque au moins une famille sur deux possède un poste de radio dans le milieu rural selon un autre sondage effectué en 2002. Peut-être les femmes l'écoutent-elles moins souvent que les hommes ? Il faudrait enquêter là-dessus.

Dans les discussions de groupe on a aussi cherché à expliquer pourquoi la violence domestique grave n'était pas mieux contenue. Elle s'accroîtrait, selon les participantes, en raison du fait que les femmes ne rapportent pas les crimes à la police pour sauver leur relation de couple et ne pas devoir assumer seule le soutien de la famille et d'un mari emprisonné.

Malheureusement même si l'explication paraît bonne, le présupposé de l'expansion de la violence domestique grave n'est pas, lui-non plus, vraiment corroboré pas les informations recueillies dans le sondage. Il faut toutefois reconnaître que celui-ci ne couvre explicitement qu'une seule année.

IV 2. OPINIONS DES ADOLESCENTS SUR LA VIOLENCE.

Les groupes d'adolescents, qui comprenaient aussi des groupes de garçons, devaient surtout s'exprimer sur la violence en milieu familial, communautaire et scolaire. La question du viol a aussi été abordée ainsi que la sexualité.

IV.2.1. Opinions des adolescentes sur leur famille.

De l'avis de la majorité des jeunes, la fonction de chef de famille revient au père qui à l'occasion peut consulter ses fils mais non sa femme ou ses filles. Le mari déchoit socialement s'il laisse sa femme prendre les grandes décisions à sa place. De ces énoncés communément admis, on doit conclure que les modèles d'autorité de l'homme et de soumission de la femme se transmettent encore sans beaucoup d'examen, ni modifications importantes d'une génération à l'autre.

Selon les adolescents, les conflits familiaux naissent des questions d'argent, des conditions de pauvreté, de la gestion des champs et de l'abus des boissons alcoolisées. Sont aussi évoqués l'adultère, le manque de respect, la polygamie, la stérilité ou la naissance d'enfants de même sexe. Les garçons insistent plus particulièrement sur la désobéissance au mari. Ils énoncent que les conflits domestiques sont le plus souvent résolus par la médiation du grand-père, de l'aîné de la famille ou d'une instance administrative. En somme une figure masculine. Par contre les adolescents ne sont pas arrivés à se mettre d'accord sur l'égalité de traitement des frères et des sœurs, s'agirait-il d'une amorce d'égalisation horizontale au niveau de la génération des enfants? La question est posée.

IV.2.2. Opinion des adolescents sur la communauté

Garçons et filles n'éprouvent pas le même sentiment de sécurité. Les filles se sentent exposées aux agressions sexuelles dans leur voisinage et elles subissent les fortes pressions de leur famille pour les marier. Le sondage ne donne pas d'indication sur cette question fort préoccupante pour une génération dont l'entrée dans la vie matrimoniale sera plus difficile étant donné les problèmes économiques et démographiques.

IV.2.3. Opinion des adolescents sur le milieu scolaire

L'indigence est la principale cause d'abandon scolaire, selon les adolescents. Les filles, qui sont moins valorisées que les garçons et qui sont surchargées de travaux domestiques, quittent l'école et la famille pour devenir aides-domestiques dans les centres urbains avec l'assentiment de leurs parents ou simplement pour rompre le lien de dépendance avec leur milieu.

Selon certaines participantes les jeunes filles enceintes quitteraient l'école de peur de se faire violer par les enseignants. Enfin les jeunes affirment ne pas avoir entendu assez souvent parler de leur droit et en particulier de leur droit à l'éducation.

IV 2.4. Opinion des adolescents sur le viol

Les adolescents ne partagent pas la même notion de viol que les adultes. La leur est extensive, ce qui leur permet d'affirmer que les viols sont très fréquents dans leur milieu. Pratiquement toutes les relations sexuelles en dehors du mariage sont qualifiées de viols. Il reviendrait, selon les jeunes, aux autorités locales de trouver une solution au problème du " viol " des adolescentes.

IV.2.5. Opinion des adolescents sur la sexualité et la santé reproductive

La sexualité demeure un sujet délicat rarement discuté en famille. On en parle à l'école et entre amis. Garçons et filles admettent que les rapports sexuels avant le mariage sont culturellement tolérés chez les garçons mais interdits aux filles et que les filles-mères sont toujours victimes de l'ostracisme de la part de leurs familles. Pour leur part les garçons affirment bien connaître les méthodes contraceptives mais ne les utilisent pas fréquemment.

Résumé et conclusion de l'étude qualitative

On observe une différence de points de vue sur la violence faite aux femmes selon les discussions de groupes et selon le sondage. Les facteurs qui exposent les femmes à la violence selon les discussions collectives, tels que la faible scolarisation des femmes, leur condition de vie en milieu rural, la pauvreté en général, les règles traditionnelles d'héritage, le veuvage et les autres facteurs qui maintiendraient les femmes dans un état de dépendance, ne se révèlent pas clairement dans les témoignages individuels des femmes. Les viols sur mineures qui, à juste titre, préoccupent l'opinion publique ne se révèlent pas non plus aussi clairement dans le sondage.

Par ailleurs les groupes de discussion et le sondage fournissent des témoignages complémentaires en ce qui concerne la violence " psychologique ", qui du reste semble bien être la violence domestique la plus fréquente et en ce qui concerne les modèles de conduite qui sont attachés traditionnellement aux genres masculin et féminin. A propos de modèles de conduite des parents, on constate qu'ils se transmettent assez fidèlement aux jeunes qui, par ailleurs, ont des points de vue un peu nouveaux en ce qui concerne leurs traitements dans la famille et dans la communauté.

V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La recherche menée en 2003 sur la violence basée sur le sexe et le genre au Rwanda indique qu'une femme sur trois s'est vue infligée au moins un acte de violence " communautaire " durant les cinq dernières années et une femme sur deux au moins un acte de violence " domestique " au cours de la dernière année.

La violence communautaire prend surtout la forme d'invectives " grossières à caractère sexuel. Elle semble affecter davantage les plus jeunes, celles qui sont alphabétisées et celles qui travaillent en dehors du secteur agricole. Si cette tendance persistait, la violence communautaire pourrait constituer un frein à l'épanouissement social et professionnel des femmes. Les femmes, en particulier les jeunes filles craignent de sortir de chez elles de peur d'être violée, selon ce qu'elles révèlent dans les discussions de groupe. Cependant, une étude spécifique pour analyser la relation entre la violence communautaire et le niveau de formation de la femme est nécessaire.

Fort heureusement le taux de la violence communautaire a considérablement chuté de 32.4 % pour les cinq ans précédant l'enquête à approximativement 3.25 % pour l'année 2002. Il faut en conclure que l'amélioration des conditions générales de sécurité intérieure, la publicité faite aux procès pour viol de mineures et les campagnes de sensibilisation menées par le gouvernement et les " avocats " de la société civile ont eu un impact non négligeable sur ce phénomène. Néanmoins, il est important de mettre en place des mécanismes de protection des femmes qui soient efficaces. Les victimes doivent pouvoir porter plainte en toute confiance, et bénéficier du maximum de confidentialité possible.

Quant à la violence domestique, très répandue et relativement stable dans le temps, elle se manifeste sous forme de propos blessants, à un taux annuel de 51.4 % et sous forme de menaces ou d'atteintes physiques à un taux annuel de 31.0%. La violence domestique est fortement associée aux abus d'alcool, aux querelles familiales liées aux dépenses et aux besoins des enfants et en arrière plan à la violence que les adultes ont subi dans l'enfance, au faible niveau d'alphabétisation de l'homme et à l'absence de consentement mutuel lors de la conclusion du mariage.

Beaucoup peut être fait pour réduire la violence domestique actuelle et la transmission de ces modèles aux enfants qui sont les parents de demain. Il faudrait lutter contre la pauvreté et l'alcoolisme d'abord; ensuite initier les couples à la gestion conjointe du patrimoine familial et du budget domestique; enfin sensibiliser les familles aux conséquences néfastes de la violence verbale et physique sur le développement affectif et social des enfants.

Toutefois ces mesures risquent fort de ne pas porter fruit si les femmes continuent à tolérer la violence et même à la justifier. Afin de modifier cette attitude, il faudrait mettre au point des " approches éducatives " applicables à l'école et à la maison, visant la promotion de l'égalité des sexes, l'autonomisation des filles, et le bannissement de la violence comme outil de discipline et de régulation des conflits. Relever le niveau d'éducation des filles et poursuivre le programme favorisant l'accession des femmes aux charges publiques sont aussi des objectifs à poursuivre sans relâche.

La famille rwandaise est une famille " souche " hiérarchique qui différencie les droits et les devoirs de chacun. L'aîné par exemple, parmi les frères, est généralement le chef de famille et le mari, le chef du ménage. Les statuts et les rôles des femmes et des hommes sont bien ancrés dans les mentalités.

Néanmoins, ces rôles peuvent changer et changent lentement sous l'influence des contraintes économiques et sociales extérieures. On retrouve les femmes rwandaises investies de différentes responsabilités, aussi bien comme chef de ménage dans la vie privée que comme gestionnaires et responsables dans les affaires publiques et privées. Pourquoi ces femmes ne seraient-elles pas également des acteurs engagés de la transformation des mentalités de leurs maris, de leurs frères et de leurs sœurs. La tâche ne manque pas d'ampleur, elle vaut la peine d'être entreprise et appuyée.

Cependant, à court terme, il ne faut pas espérer lutter efficacement contre la violence domestique en utilisant les services de police car elle reste une affaire privée et les victimes ne sont pas disposées à mettre dans la confidence les services de l'ordre. Même les agents des services de santé ne sont pas toujours informés des vraies causes des problèmes de santé lorsqu'ils sont consécutifs aux violences domestiques.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. **IRC (2003).** *Multi-Sectoral Analysis : Final Report and Analysis.*
2. **MIGEPROFE, IRC, RHR and CDC (2003).** *A détermination of Sexual and Gender-Based Violence In Rwanda.* Research Protocol. January, 2003.
3. **IRC Rwanda Program (2002).** *Sexual and Gender Based Program, Third Quartely Report. October-December 2002.*
4. **UNHCR (2003).** *Sexual and Gender-Based Violence against Refugees, Returnees and Internally Displaced Persons. Guidelines for Prevention and Response.* May 2003.
5. **IPRC-University of North Carolina (2002).** *The North Carolina Domestic Violence Programs Survey. A description of Service Provision Focused on Meeting the Needs of special Populations.* University of North Carolina, Chapel Hill, North Carolina. August, 2002.
6. **Michael A. Koenig and al. (2003).** *Domestic Violence in rural Uganda . evidence from a community-based study.* Bulletin of the WHO 2003, 81.
7. **CDC, RHR and IRC (2003).** *A détermination of Gender Based Violence Among Conflict-Affected Populations in East Timor.* July, 2003
8. **UNICEF (2000).** *Domestic Violence Against Women and Girls.* Innocenti Digest, No 6, June 2000.
9. **Statistics Finland (1998).** *FAITH, HOPE, BATTERING. A Survey Of Mens Violence against Woman in Finland.* 1998 Statistics Finland.
10. **Australian Bureau of Statistics (1996).** *Women's Safety Australia.* ABS publication, 1996
11. **Statistics Canada (1993).** *The Violence against Women Survey.* The Daily- November 18, 1993, Ottawa : Statistics Canada
12. **HAGURUKA, "** *Résultats de l'enquête sur les cas de viol et d'attentat à la pudeur commis sur les femmes et les enfants de 1995 à 2002 "*. **Novembre, 2002**
13. **National Office of Population (2002).** *2000 Demographic and Health Survey Key Findings.* ONAPO, 2002.
14. **MIGEPROFE, FNUAP (2002),** *Etude sur les Croyances, les Attitudes et les Pratiques Socio-Culturelles en rapport avec le Genre au Rwanda,* Mai 2002.